

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



**Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des
Sciences de Gestion
Département des Sciences Economiques**

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de

MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie quantitative

L'INTITULÉ DU MEMOIRE

**Les effets des chocs externes sur la politique budgétaire de 1980 à
2018 Cas de l'Algérie**

Préparé par :

IDIR Siham.
HARGOUS Thilleli

Dirigé par :

M. ZIDELKHIL Halim

Jury :

M. ABDERRAHMANI Fares

Mme. ATMANI Anissa

Remerciements

Louange à notre Seigneur « ALLAH » qui nous a dotés de la merveilleuse faculté de raisonnement. Louange à notre Créateur qui nous a incités à acquérir

le savoir. C'est à lui que j'adresse toute ma gratitude en premier lieu.

Je tiens à exprimer mes remerciements et ma gratitude à mon encadreur,

M. Halim ZIDELKHIL, pour ses efforts et ses recommandations tout en espérant avoir été à la hauteur de ses précieux conseils et directives.

Mes remerciements s'adressent également aux membres de jury qui m'ont fait l'honneur d'accepter de juger et d'examiner ce travail.

Ma reconnaissance s'adresse également à mes amis et à tous ceux qui m'ont témoigné leur soutien et leurs encouragements d'une manière constante et infaillible.

Dédicaces

Je dédie ce travail :

Aux êtres les plus chers au monde mon père et ma mère.

À mon frère Tarik et sa femme Ouiza.

À mes deux sœurs, Lynda et Dounia.

À ma cousine Hanane

À mes amis.

Siham

Je dédie ce travail :

Aux êtres les plus chers au monde mon père et ma mère.

À mes sœurs, Katia et Cylia, Manel.

À ma cousine Lynda

À mes amis.

Thilleli

Sommaire

Remerciements

Dédicaces

Liste des abréviations

Chapitre I :.....	9
1.1 Le budget et la loi de finances	10
1.2 Instrument d'intervention de la politique budgétaire	17
1.3 Evolution des composantes budgétaires en Algérie de 1980 à 2018.....	25
CHAPITRE II :.....	28
2.1 Evolution et acteurs du marché pétrolier	30
2.2 Les différents chocs pétroliers	34
2.3 Les hydrocarbures en Algérie.....	39
Chapitre III :	48
3.1 Présentation et l'étude de la stationnarité des variables	49
3.2 La modélisation ARDEL	54

Bibliographie

Liste es tableaux

Liste des schémas

Listes es graphiques

Les annexes

Table des matières

Liste des abréviations

AIE: Agence International de l'Energie

ARDL: Autoregressive Distributed *Lag*/ARDL

ADF: Augmented Dickey-Fuller

AIC: AKaike Information Criterion

CT/LT: Court terme –Long terme

DF: Dickey- Fuller

DS: Diffrence Stationary

FP: Fiscalité Pétrolier

FMI : **Fond** Monétaire International

FRR : Fond de Régulation des Recettes

LF: Loi de Finance

MD : Milliard de Dinars

MCO : Moindre carré ordinaire

NYMZX : New-York Market exchange

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole

OCDE: Organisation de Coopération et du Développement Economique

ONS: Office National des Statistiques

PIB: Produit Intérieur Brut

PNB : Produit National Brut

SONATRACH : Société Nationale de Transport et de Commercialisation des Hydrocarbures

SC: Schwarz Criterion

TEP: Tonne Equivalente en Pétrole

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

USD : Dollar Américain

Introduction générale

L'Etat, comme tout autre agent économique, dispose d'un budget, pour financer ses dépenses qui sont des dépenses d'intérêt général. Afin d'assurer ce financement, le citoyen doit y contribuer à travers le paiement de l'impôt.

Dans notre pays, la fiscalité, qu'elle soit ordinaire ou pétrolière, constitue l'essentiel des ressources principales du budget de l'Etat. Il faut souligner que chaque impôt ne peut être recouvré et chaque dépense ne peut être autorisée, que suite à la promulgation d'une loi de finances chaque année.

Concernant la fiscalité pétrolière qui provient du secteur des hydrocarbures, celle-ci joue un rôle très déterminant dans l'économie de notre pays et cela vu la cote part importante des recettes qu'elle génère pour le budget de l'Etat. Elle représente environ 60% des recettes budgétaires. Il faut rappeler aussi la forte contribution du secteur des hydrocarbures dans la production intérieure brute (PIB) en constituant le poste essentiel à l'exportation puisqu'il génère plus de 96% des recettes en devises. Cependant, dans la mesure où le pays se base principalement sur les revenus de la fiscalité pétrolière qui sont établis sur la base de facteurs exogènes qui dépendent des prix des hydrocarbures, de la quantité de production et aussi du taux de change entre le dinar et le dollar, cela rend le budget de l'Etat vulnérable.

Pour les prix, il faut souligner que toute tendance à la hausse engendrera une certaine relance de l'économie et dans le cas inverse, c'est-à-dire le cas de retournement de la conjoncture pétrolière, cela aurait des effets dévastateurs, bien évidemment sur l'économie entière en raison de l'extrême sensibilité des indicateurs économiques du pays à cette variable exogène fort aléatoire. C'est d'ailleurs, ce qui a encouru vers le début des années 1980, 2008 et 2014 après la chute du prix du baril du pétrole. Ces derniers ont fortement bouleversé l'économie nationale mais aussi l'économie mondiale.

En tant qu'institution publique, l'État est amené à intervenir sur le plan économique pour corriger ou compléter le jeu des marchés et plus généralement, pour conduire une politique économique viable. Il intervient dans l'activité économique, sous des modalités et à des degrés divers. La politique économique est généralement définie comme le domaine d'intervention des pouvoirs publics dans la régulation de l'économie marchande. Elle vise d'une part à créer les conditions d'un meilleur fonctionnement du système économique, d'autre part à en réguler l'activité à court terme, en vue d'une croissance forte et régulière, sans déséquilibres macroéconomiques tels que le chômage et l'inflation. La politique budgétaire est l'un des instruments de la politique économique, et un levier majeur aux mains

de l'Etat pour assurer son rôle tant économique que social. Elle renvoie à la manipulation des recettes et des dépenses de l'Etat pour faire face à la conjoncture économique. Cette politique est liée aux finances publiques à travers le budget.

L'objectif de notre travail consistera, donc à étudier l'incidence des chocs pétroliers sur la politique budgétaire, ce qui nous amène à poser notre problématique essentielle sur laquelle nous allons axer notre analyse et à laquelle nous essayerons d'apporter quelques éléments de réponse, il s'agit notamment de se demander **quel est l'impact des chocs pétroliers sur la politique budgétaire ?**

Nécessairement, cette problématique suscite des interrogations, notamment ce qui suit :

- Quelle est la situation du marché pétrolier mondial ?
- Quel est l'état du secteur des hydrocarbures en Algérie ?
- Quel est l'impact de la variation du prix du pétrole sur les recettes fiscales ?
- Quel est l'impact de la variation du prix du pétrole sur les recettes fiscale ?

Pour mener à bien notre travail de recherche, nous avons retenu l'hypothèse suivante : la chute des prix du pétrole pourra exercer un effet significatif sur le budget de l'État.

La méthodologie suivie pour apporter des éléments de réponse aux questions posées consiste dans un premier lieu à effectuer une étude théorique à travers une recherche documentaire et une collecte d'informations et ce en consultant les différents ouvrages, revues et articles se rapportant au thème de notre recherche. Puis, les analyser afin d'opter pour une démarche empirique consistant à modéliser l'impact de l'impact des chocs pétroliers sur la politique budgétaire. Ainsi, nous avons structuré ce présent travail en trois chapitres : le premier chapitre conviendra de le traiter également en trois sections, la première est consacrée à l'étude de l'aspect théorique de la politique budgétaire, la deuxième porte sur l'instrument d'intervention de la politique budgétaire et la troisième porte sur l'évolution des composantes budgétaires. Quant au deuxième chapitre, il est consacré à l'étude du marché pétrolier et supposé dans la première section de rappeler la géopolitique et marché pétrolier dans le monde, puis dans une deuxième section porte les différents chocs pétroliers et la troisième section porte sur les hydrocarbures en Algérie.

Enfin, le troisième chapitre intitulé l'impact des chocs pétroliers sur la politique budgétaire aura pour but de présenter l'approche méthodologique de notre recherche et la présentation des résultats obtenus par le modèle ARDL.

CHAPITRE I
QUELQUES NOTIONS SUR LE
BUDGET DE L'ETAT

Chapitre I :

Quelques notions sur le budget de l'Etat

Introduction

Les finances publiques sont couramment définies comme sciences des moyens par lesquels l'Etat se procure et utilise les ressources nécessaires à la couverture des dépenses publiques par la répartition, entre les individus, des charges qui en résultent. C'est l'étude des ressources, des charges, des organes et des règles fondamentales établis par l'État pour permettre aux collectivités publiques, par la mise en place de moyens financiers, d'assurer le fonctionnement des services et le développement nécessaire à la Nation.

La politique économique est généralement définie comme le domaine d'intervention des pouvoirs publics dans la régulation de l'économie marchande. Elle vise d'une part à créer les conditions d'un meilleur fonctionnement du système économique, d'autre part à en réguler l'activité à court terme, en vue d'une croissance forte et régulière, sans déséquilibres macroéconomiques tels que le chômage et l'inflation.

Les recettes et les dépenses de l'Etat sont définies et fixées annuellement dans ce qu'on appelle le budget de l'Etat qui est voté à travers la Loi de Finances. Cette dernière fixe les objectifs économiques et financiers de la politique du gouvernement ainsi que les moyens de les atteindre. En d'autres termes la variation des grandeurs budgétaires est déterminée en fonction des objectifs de la politique budgétaire conduite par le gouvernement qui représente l'Etat.

Dans ce chapitre, il s'agit de présenter les objectifs de la politique budgétaire, ses instruments, ainsi que ses effets.

1.1 Le budget et la loi de finances

1.1.1 Définition du budget de l'Etat

Le budget est un instrument important mis à la disposition du Gouvernement pour atteindre les objectifs de développement du pays. Il constitue une traduction fidèle des orientations des pouvoirs publics et reflète¹ :

- la politique économique et sociale du pays ;
- les priorités arrêtés au regard des financements mobilisés ;
- l'effort financier consenti par l'Etat dans la gestion des affaires publiques et l'exécution des politiques sectorielles.

Plusieurs définitions ont été données au budget de l'Etat et qui renvoient au même contenu

1.1.1.1 Définitions données par la littérature économique

BERNARD et COLL le budget de l'Etat est un: « *Instrument essentiel d'organisation et d'encadrement de l'avenir, le budget est le résultat d'une décision librement prise, consistant pour un individu ou une collectivité, à s'obliger par avance à faire des choix, à s'astreindre, une fois ces choix faits, à les respecter.* »

Selon PRADA : « *Le Budget est probablement l'acte majeur du gouvernement, puisqu'il exprime plus qu'aucun autre la solidarité gouvernementale dans la mise en œuvre d'une politique dont pratiquement toutes les composantes se trouvent directement ou indirectement traduites dans la Loi de Finances. Et pourtant par-delà cette réalité fondamentalement politique, la préparation du Budget est également un processus technique éminemment complexe dont la Direction du Budget assume en première ligne la responsabilité.*²

1.1.1.2 Définitions légales

Selon l'article 6 de la Loi n°84-17 du 7 juillet 1984 relative aux lois de finances, *les recettes et les dépenses définitives de l'Etat fixées annuellement par la loi de finances et*

¹ Guide de la réforme budgétaire, La nouvelle approche budgétaire axée sur les résultats et intégrant la dimension genre, 2005, p5

² Cours de M^r GAS, éléments du budget, IEDF, 2013

réparties selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, constituent le budget général de l'Etat³.

« Le Budget est l'acte qui prévoit et autorise pour l'année civile, l'ensemble des recettes, des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissements dont les dépenses d'équipements publics et les dépenses en capital »⁴.

Le budget est un acte annuel principal du gouvernement, adopté à travers la Loi des Finances (LF). Il traduit les choix politiques et les priorités économiques et sociales du Gouvernement à travers l'allocation des ressources budgétaires. Par conséquent, le budget représente le principal instrument de concrétisation de ces choix et priorités au cours d'une année budgétaire donnée. Le budget de l'Etat est à la fois un acte d'autorisation et de prévision de recettes et de dépenses qui exprime un programme d'action et considéré comme un facteur clé de la croissance et de la régulation.

Remarque : Le budget ne doit pas être confondu avec la LF. Ce n'est que la partie comptable. Le terme de Loi de Finances, est plus global et comprend les différentes dispositions juridiques relatives aux recettes et aux charges de l'Etat, les modalités de leur application et de leur contrôle ainsi que le budget de l'Etat⁵. La LF est le contenant, le budget est le contenu.

1.1.2 Le contenu du budget de l'Etat⁶

1.1.2.1 Les ressources budgétaires

Les ressources budgétaires sont définitives ; elles sont déterminées par l'article 11 de la loi du 7 juillet 1984.

En examinant l'article 11 de la loi précitée, il ressort que les ressources budgétaires peuvent être classées en deux catégories :

- Les ressources obligatoires ;
- Les ressources facultatives.

1.2.1.1 Les ressources obligatoires

³ Art de la Loi n°84-17 du 7 juillet 1984 relative aux lois de finances.

⁴ Art de la Loi n°90-21 du 15 août 1990.

⁵ Guide de la réforme budgétaire, La nouvelle approche budgétaire axée sur les résultats et intégrant la dimension genre, 2005, p5

⁶ Loi n°84-17 du 7 juillet 1984, relative aux lois de finances.

Elles sont constituées pas l'ensemble des prélèvements opérés par voie forcée et sans contrepartie : les produits fiscaux, les amendes ainsi que les contributions des entreprises socialistes au budget de l'Etat.

1.1.2.1.1 Les recettes de nature fiscale

Elles se composent des différents impôts et taxes. qui se définissent comme suit :

- L'impôt est un prélèvement pécuniaire, définitif et sans contrepartie réalisé au profit des collectivités locales.
- La taxe est le prix acquitté par l'utilisateur d'un service public non industriel, en contrepartie des prestations ou avantages qu'il retire de ce service.

Ainsi définie, la taxe diffère de l'impôt de deux points de vue qu'elle comporte une contrepartie : la notion de taxe suppose une proportionnalité entre le prix payé et le service rendu. La deuxième différence réside dans le caractère facultatif ou volontaire de la taxe : si le paiement de l'impôt est obligatoire, celui de la taxe est facultatif. Pour ne pas payer la taxe, il suffit de ne pas recourir aux prestations du service.

Les recettes fiscales sont classées dans l'état "A" du budget comme suit :

- **Les contributions directes** : Ces impôts frappent les revenus de toute nature : bénéfiques industriels et commerciaux, bénéfiques non commerciaux, traitements et salaires, intérêts provenant des prêts et cautionnements, loyers ...
- **Les droits d'enregistrements et du timbre** : Ce sont les impôts établis sur certains actes juridiques ainsi que sur tous les papiers destinés aux actes civils et juridiques.
- **Les impôts sur les affaires** : Appelés également taxes sur le chiffre d'affaires. Ils frappent l'ensemble des produits de consommation. Ce sont donc des impôts indirects sur la consommation.
- **Les contributions indirectes** : Elles constituent également des impôts indirects sur la consommation, mais qui touchent uniquement les produits non soumis aux taxes sur le chiffre d'affaires (vins, alcools, or, platine...).
- **Les droits de douanes** : Sont soumis à cet impôt, les produits destinés à l'importation ou à l'exportation.
- **La fiscalité pétrolière** : Elle est constituée par la somme de deux prélèvements :
 - D'une part, une redevance sur la production d'hydrocarbure liquide ou gazeux.

- D'autre part, un impôt direct sur les bénéfices résultants des activités de recherches, d'exploitation et de transport par canalisation des hydrocarbures.

1.1.2.1.2 La contribution des entreprises socialistes au budget de l'Etat

Cette contribution constitue une participation financière des entreprises socialistes aux charges de l'Etat. Elle est perçue sur les bénéfices réalisés par celle-ci en sus des différents impôts et taxes auxquels elles sont assujetties.

1.1.2.1.3 Les amendes

Ce sont des sanctions pécuniaires prononcées par les organes juridictionnels (tribunaux, cours et cours des comptes) et administratifs (police judiciaire, contrôleur des prix, de douanes...) à l'encontre des personnes qui se trouvent en infraction avec les textes en vigueur.

1.1.2.1.3 Les ressources facultatives ou volontaires

Cette catégorie de ressources renferme les contributions ou participations versées volontairement par des personnes en contrepartie d'un bien ou d'un service que l'Etat leur procure. On distingue :

- Les produits des domaines de l'Etat.
- Les rémunérations des services rendus.
- Et enfin, les fonds de concours, et les dons et legs.

Pour ces derniers, on doit relever l'absence de contrepartie.

A. Les revenus des domaines de l'Etat : Ce sont les ressources procurées à l'Etat par l'exploitation et la liquidation de ses biens (mines, carrières, forêts...).

B. Les rémunérations de services rendus et redevances : Ce sont toutes les rémunérations perçues par l'Etat sur les usagers de ses services. On peut en distinguer trois grandes variétés :

1) Les rémunérations tirées des activités industrielles et commerciales :

Il s'agit de ressources perçues par l'Etat en tant qu'industriel ou commençant en contrepartie de services qu'il est amené à rendre à ce titre.

1.1.2.1.4 Les rémunérations tirées des activités financières :

- En assumant des activités proprement bancaires : le trésor accorde des prêts et avances avec intérêts.
- En jouant le rôle d'assureur, notamment en matière d'emprunt : il s'engage à rembourser le capital et les intérêts à la place de l'emprunteur en cas de difficultés, moyennant une redevance (prime d'assurance).

1.1.2.1.5 Les rémunérations tirées des activités administratives

Certains services à caractère administratif que l'Etat fait fonctionner, donnent lieu à une redevance par l'usager : appelée également taxe administrative.

C. Les fonds de concours et les dons et legs : Il s'agit de participations financières volontaires de la part des particuliers pour le financement d'une dépense publique.

1.1.2.2 Les dépenses budgétaires

Ces dépenses se décomposent en deux catégories :

- Les dépenses de fonctionnements
- Les dépenses d'équipements

1.1.2.2.1 Les dépenses de fonctionnements

"Appelées également budget ou crédits de fonctionnement, elles correspondent à l'activité normale et habituelle de l'Etat." Ces dépenses permettent à ce dernier de fonctionner et d'accomplir ses tâches courantes.

Les dépenses de fonctionnement sont groupées sous 4 titres

A/ Dette publique et dépenses en atténuation des recettes : Ce titre renferme les crédits nécessaires à la charge de la dette de l'Etat, financière et viagère ainsi que diverses charges venant en atténuation des recettes.

B/ Pouvoirs publics: Ce sont les dépenses nécessaires au fonctionnement des institutions politiques (parti, APN, organisations de masse...).

Entant communes à tous les ministères, les dépenses contenues dans les titres 1 et 2 sont intégrées dans le budget des "charges communes".

C/ Moyens de services : Il groupe les crédits destinés à assurer le fonctionnement de tous les services des ministères en personnel et en matériel.

D/ Interventions publiques : Ce titre renferme les interventions en matières culturelles, sociales et économiques.

L'ensemble de ces dépenses de fonctionnement groupées dans les 4 titres sont réparties par la loi de finances dans l'Etat B du budget, de la façon suivante :

- Les dépenses relatives aux titres 3 et 4 sont réparties par ministère. La loi de finances fixe globalement le montant des crédits affecté à chaque département ministériel. Le décret se charge, par la suite, d'effectuer la répartition de ces crédits globaux par parties et chapitres en fonction de leur nature.
- Les dépenses relatives aux titres 1 et 2 qui sont communs à tous les ministères ou qui ne relèvent pas d'un ministère donné sont groupées dans le budget des "charges communes" à la suite des crédits affectés à chaque ministère.

1.1.2.2.2 Les dépenses d'équipement

Dites aussi dépenses d'investissement qui augmentent le patrimoine et créent donc une richesse nouvelle. Elles peuvent aussi favoriser l'activité économique générale (les collectivités ou les institutions publiques passent des marchés avec des entreprises privées). L'Etat effectue des dépenses d'investissement dans le domaine des :

- Dépenses civiles (infrastructures, social).
- Dépenses militaires (exigences de la défense pour la sécurité).

Les dépenses d'investissement de l'Etat sont réalisées soit directement par l'Etat (dépenses directes) soit indirectement. Dans ce second cas, l'Etat participe aux financements des dépenses d'investissement par le biais de subventions (dépenses indirectes).ces dernières comprennent :

- Les remboursements d'emprunts.
- Les prêts et avances accordés par la collectivité.
- Les dépenses directes d'investissement (acquisitions mobilières et immobilières, travaux neufs, grosses réparations).
- Les subventions d'équipements versées.

Ces dépenses sont réparties par secteur d'activité dans l'état C de la Loi de finances.

1.3 La loi de finances

1.1.3 Définition de La loi de finances de l'année

Elle « prévoit et autorise pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat, ainsi que les autres moyens financiers destinés au fonctionnement des services publics. Elle prévoit et autorise, en outre, les dépenses destinées aux équipements publics, ainsi que les dépenses en capital ».⁷

Ces recettes et dépenses figurent sur des états annexés à la LF:

- l'état «A», portant évaluation des recettes définitives applicables aux dépenses définitives du budget général de l'Etat ;
- l'état «B», portant répartition par département ministériel des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement ;
- l'état «C», portant répartition par secteur des dépenses d'équipement à caractère définitif au titre du budget d'équipement.

En vertu du principe de séparation des pouvoirs, la LF de l'année ou Loi de Finances Initiale (LFI) est préparée par le Gouvernement et discutée et contrôlée par le Parlement (Assemblée populaire nationale et Conseil de la Nation).

Dans ce cadre, le Gouvernement prépare le projet de loi de finances, le dépose sur le bureau de l'Assemblée populaire nationale. Il est ensuite transmis à la commission des finances et du budget puis discuté et voté à l'Assemblée populaire nationale avant d'être transmis, pour adoption, au Conseil de la Nation⁸.

La loi de finances de l'année comprend deux parties distinctes et des états annexes.

La première partie intitulée «voies et moyens de l'équilibre financier» donne au Gouvernement les autorisations fondamentales (perception des ressources publiques) et comporte les voies et les moyens qui assurent l'équilibre financier (évaluation des ressources, plafonds des charges).

La seconde partie, intitulée «budgets et opérations financières de l'Etat» détermine le montant global des ressources et des dépenses de l'Etat et énonce les dispositions législatives qui doivent entraîner des charges nouvelles, en distinguant celles de ces dispositions qui ont un caractère permanent de celles qui ont un caractère temporaire⁹.

⁷ Art3 modifié et complété par art 1 de la loi 88-05 du 12/01/1988 modifiant et complétant la loi n° 84-17 du 07/07/1984 relative aux lois de finances.

⁸ Manuel de contrôle des dépenses engagées, Ministère des Finances, DGB, 2007, p 13

⁹ Manuel de contrôle des dépenses engagées, Ministère des Finances, DGB p23

1.1.4 La loi de finances complémentaire ou modificative (LFC)

C'est la loi complétant ou modifiant en cours d'année, les dispositions de la loi de finances de l'année. Elle a pour objet d'adapter, en fonction de la conjoncture, les prévisions budgétaires, de satisfaire des besoins nouveaux et de rectifier les mesures inscrites dans les dispositions de la loi de finances de l'année.

1.1.5 La loi de règlement budgétaire

C'est l'acte par lequel il est rendu compte de l'exécution d'une loi de finances et, le cas échéant, des lois de finances complémentaires ou modificatives afférentes à chaque exercice. La loi de règlement budgétaire est un moyen de contrôle qui permet au Parlement de comparer les autorisations qu'il a allouées et les opérations que le Gouvernement a réellement exécutées.

1.2 Instrument d'intervention de la politique budgétaire

La politique budgétaire constitue, avec la politique monétaire, l'un des principaux leviers de la politique économique de l'État. Elle consiste à utiliser certains instruments budgétaires (dépenses publiques, endettement public, prélèvements fiscaux) pour influencer sur la conjoncture économique.

L'intervention de l'Etat pour réguler l'économie ne peut se réaliser que par une politique économique adéquate. Les objectifs économiques de cette intervention sont orientés vers la recherche des grands équilibres généraux de l'économie formant un « carré magique » la croissance économique, la stabilité des prix, l'équilibre extérieur et le plein emploi.

1.2.1 Définition

La politique budgétaire est une politique qui agit sur le niveau d'activité économique d'un pays. Elle constitue, avec la politique monétaire, l'un des principaux leviers de la politique économique de l'Etat et consiste à utiliser certains instruments budgétaires comme les dépenses publiques ou les prélèvements fiscaux, pour influencer sur la conjoncture économique. Ainsi le gouvernement l'utilise, lorsqu'il souhaite modifier le budget de l'Etat

d'une façon telle que les conséquences sur l'économie totale du pays soient susceptibles d'augmenter la croissance ou d'atteindre des objectifs sociétaux¹⁰.

Selon Paul Samuelson la politique budgétaire¹¹ est: « *le processus consistant à manipuler les impôts et les dépenses publiques aux fins de contribuer à amortir les oscillations du cycle économique et de favoriser le maintien d'une économie progressive, assurant un degré d'emploi élevé, affranchie de toutes poussées excessives d'inflation ou de déflation* ».

La politique budgétaire est donc un des moyens dont dispose le gouvernement pour réguler l'économie et conduire des actions sur les cycles économiques afin d'atteindre ses objectifs que ce soit dans le domaine social ou économique.

1.2.2 Les objectifs de la politique budgétaire

Pour procéder à l'élaboration d'une politique budgétaire, il faut d'abord définir les objectifs que l'on souhaite atteindre.

À long terme, la politique économique a pour finalité d'assurer une croissance durable et de minimiser les inégalités sociales¹². Les objectifs de la politique économique de court terme sont représentés dans le « carré magique » proposé en 1971 par l'économiste britannique Nicholas Kaldor (1908-1986) :

- la croissance économique mesurée à partir du taux de croissance du PIB (Produit Intérieur Brut) ;
- l'emploi évalué par le taux de chômage ;
- la stabilité des prix mesurée par le taux d'inflation (hausse des prix) ;
- l'équilibre extérieur évalué par le solde de la balance des paiements courants (exportations/importations).

Ces quatre objectifs paraissent difficiles à atteindre simultanément, d'où l'expression de « carré magique » présenté dans la figure ci-dessous

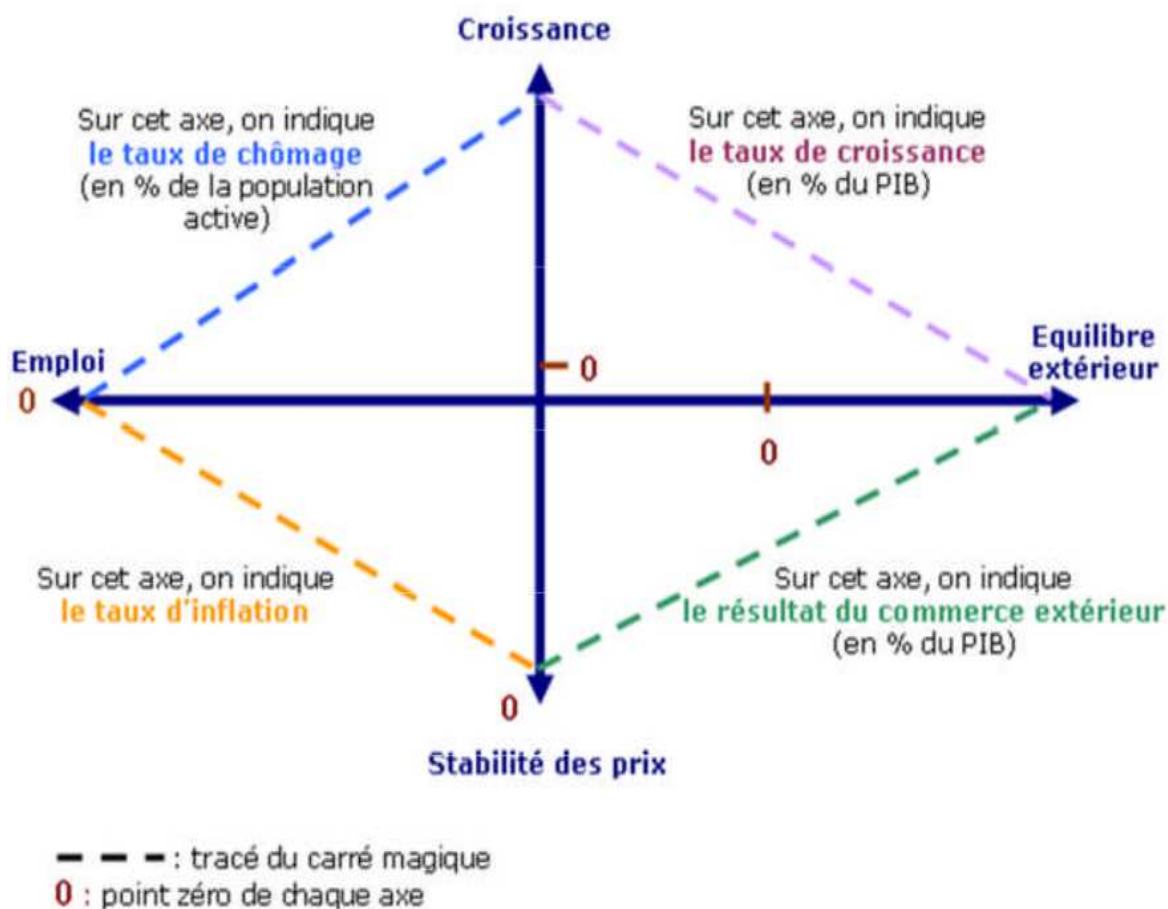
¹⁰<http://www.oboulo.com/economie-et-marches/politique-economique/dissertation/politique-budgetaire-problematique-marges-manoeuvre-65962.html>, 02/10/2014.

¹¹ Cours de Lise Patureau : chapitre III La politique budgétaire, Université de Lille 1 & Lille 3 in : <http://lise.patureau.free.fr/Papiers/Cours/Polqtq%20Eco%20Slides%20Chap%203.pdf>. consulté le (20/08/2014).

¹² <http://cgo-molier2010.e-monsite.com/pages/bts-cgo-2eme-annee/cgo2-economie/chapitre-5-les-politiques-economiques.html> Consulté le (8/09/14).

Figure n°1 :

Le « carré magique » de Nicholas Kaldor



Source : <http://www.maxicours.com>

L'action de la politique budgétaire peut être de nature conjoncturelle¹³ (correction à court terme de déséquilibres économiques tel que le chômage) ou de nature structurelle (promotion du potentiel de croissance d'une économie à plus long terme).

1.2.2.1 Les objectifs conjoncturels

La politique budgétaire conjoncturelle est d'inspiration keynésienne. Selon Keynes, c'est la demande qui est déterminante pour le niveau de la production. La régulation de l'activité économique doit passer par l'action sur les différentes composantes de la demande

¹³http://www.mi.public.lu/publications/relation_communes/examens_matières/ecopol.pdf, p6,12/09/14

globale¹⁴ : la consommation privée, la consommation publique, l'investissement (privé et public) et les exportations.

Dans une conjoncture défavorable, le niveau de la demande globale est insuffisant pour permettre le plein-emploi des facteurs de production. L'Etat peut alors mener une politique de relance de la demande (ou politique budgétaire expansionniste) par les deux instruments suivants¹⁵ :

- **Une hausse des dépenses publiques** : elle agit sur le niveau de la consommation publique et de l'investissement public, mais aussi sur le niveau des investissements privés (subventions à l'investissement), de la consommation privée (hausse des allocations familiales) ou des exportations (aide à l'exportation, remboursement de frais de prospection,...)
- **Une baisse des impôts** : elle peut agir sur la consommation privée (hausse du revenu disponible des ménages), sur l'investissement privé (augmentation des possibilités d'autofinancement des entreprises) ou sur les exportations (possibilité de vendre à des prix plus bas).

En situation de croissance, le niveau de la demande globale est trop élevé par rapport à l'offre globale et l'économie est confrontée à des tendances inflationnistes, l'Etat peut alors pratiquer une politique de diminution de la demande globale (réduction des dépenses publiques, hausse des impôts) appelée politique de rigueur (ou politique budgétaire restrictive).

Les politiques budgétaires conjoncturelles menées sont qualifiées d'anticycliques puisqu'elles agissent en contre-sens des fluctuations du cycle conjoncturel et permettent d'atténuer les fluctuations cycliques.

1.2.2.2 Les objectifs structurels

La politique budgétaire structurelle vise à apporter des changements en profondeur aux structures économiques et à l'appareil productif d'un pays. Elle affecte surtout les décisions d'investissement des entreprises (donc le côté offre) et ses effets ne se font sentir qu'à plus long terme.

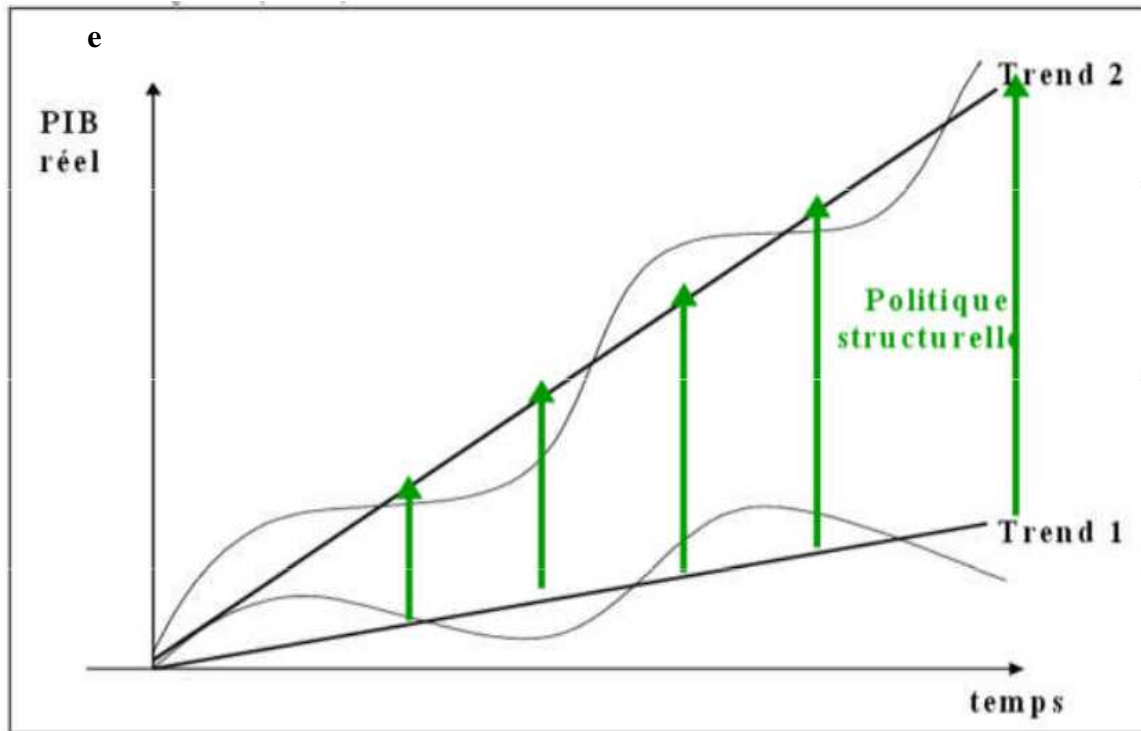
L'Etat peut ainsi favoriser l'implantation d'entreprises nouvelles en octroyant des subventions à l'investissement, des bonifications d'intérêt ou des dégrèvements fiscaux.

¹⁴ Economie politique actuelle - Chapitre 7 Conjoncture, budget et politique budgétaire. In : www.mi.public.lu/publications/relation_communes/examens_matières/ecopol.pdf

¹⁵ Economie politique actuelle - Chapitre 7 Conjoncture, budget et politique budgétaire, p8. In : www.mi.public.lu/publications/relation_communes/examens_matières/ecopol.pdf.

En outre, l'aménagement des infrastructures publiques (construction de nouvelles routes) peut créer un cadre favorable aux investissements. Le but d'une telle politique n'est plus d'atténuer les fluctuations conjoncturelles, mais de modifier la tendance de long terme (le trend).

Figure n°2 : Les objectifs structurels de la politique budgétaire



Source : www.mi.public.lu. p 8.

La distinction entre politique budgétaire conjoncturelle et politique budgétaire structurelle est quelque peu artificielle. Ainsi, par exemple, la construction de nouvelles autoroutes destinée pour l'amélioration des infrastructures et attirer, à moyen terme, des investisseurs étrangers, entraîne une hausse des dépenses publiques qui peut contribuer à relancer la demande et donc la conjoncture¹⁶.

¹⁶ Economie politique actuelle - Chapitre 7 Conjoncture, budget et politique budgétaire

1.2.3 Les instruments et typologies de la politique budgétaire

La gamme des instruments de la politique budgétaire est large car le budget de l'État regroupe une multitude de ressources et de dépenses publiques. Mais le principal instrument consiste à pratiquer un déficit budgétaire en prévoyant un montant de dépenses publiques largement supérieur aux ressources prélevées sur les agents économiques.

1.2.3.1 L'action par les dépenses publiques

L'action par les dépenses publiques est le résultat d'une volonté d'intervention forte. Elle se traduit par une croissance de ces dépenses et spécialement les dépenses à fort effet d'entraînement sur l'économie (Infrastructures publiques, bâtiments et travaux publics...).

En augmentant les dépenses publiques, l'État verse des ressources monétaires aux différents agents économiques, ce qui accroît le montant des ressources et stimule la dépense des agents. Ainsi le recrutement de nouveaux fonctionnaires favorise l'emploi et la consommation des ménages, à travers les rémunérations. L'aide aux entreprises est un autre type de dépenses destinées à favoriser l'activité ; par exemple les subventions ou les bonifications d'intérêt grâce auxquelles la banque accorde des taux d'intérêt moins élevés que ceux du marché avec une aide de l'État qui comble la différence¹⁷. Le budget de l'État participe aussi à soutenir la demande grâce aux dépenses d'infrastructure (transports, autoroutes, afin de soutenir l'industrie du bâtiment et des travaux publics) ainsi que par l'intermédiaire de sa propre activité productive (entreprises publiques qui, par exemple, investissent massivement lorsque le secteur privé ne le fait pas).

1.2.3.2 L'action par les recettes publiques

Au-delà des objectifs financiers, à savoir la couverture des dépenses publiques, les recettes publiques (impôts et emprunts) servent à atteindre des objectifs économiques et sociaux précis ; on distingue deux outils :

¹⁷ http://egc82.free.fr/09_Fiche_POLITIQUE_BUDGETAIRE.doc, 10/10/2014

1.2.3.2.1 L'intervention fiscale

Du côté des recettes, le gouvernement peut utiliser l'instrument fiscal en agissant sur le niveau de l'imposition directe qui frappe les ménages (comme l'impôt sur le revenu) ou les entreprises (l'impôt sur les sociétés), ou sur le niveau des impôts indirects tels que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

En effet, une réduction d'impôts favorise la demande des agents économiques. Par exemple la baisse de l'impôt sur le revenu, stimule la consommation des ménages tandis que la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés ou certains dégrèvements fiscaux (ce sont des remises d'impôts qui réduisent le montant versé) favorisent l'activité des entreprises (embauches, investissements).

Donc, l'impôt peut être utilisé pour modifier la répartition du revenu national, pour relancer tel ou tel secteur industriel, pour orienter les dépenses des agents vers un domaine souhaité. La politique budgétaire qui passe par le maniement des impôts est encore appelée politique fiscale. Celle-ci est définie comme « l'ensemble des décisions d'un gouvernement à l'égard des contribuables, des biens et des services qui forment la matière de l'impôt ainsi qu'à l'égard des modes et techniques possibles d'imposition mises en œuvre »¹⁸. La politique fiscale regroupe donc les décisions prises afin d'instituer, d'organiser et d'appliquer les prélèvements fiscaux conformément aux objectifs des pouvoirs publics.

1.2.3.2.2 Le recours à l'emprunt

La politique budgétaire peut être financée par l'emprunt dans le cas où l'Etat se trouve dans une situation de besoins de financement, ce qui permet de peser sur la demande globale.

1.2.4 Les typologies de politiques budgétaires

La politique budgétaire agit donc sur l'économie en utilisant les instruments budgétaires (la fiscalité ou les dépenses publiques). Ces instruments peuvent servir dans les deux directions. La situation du solde budgétaire et, plus encore, l'évolution de ce solde d'une année sur l'autre montrent l'orientation des politiques budgétaires suivies.

¹⁸ MATHIEU Jean Luc : « La politique fiscale », Ellipses, Paris, 1998. P13

1.2.4.1 La politique budgétaire de relance

Une politique de relance est une politique économique conjoncturelle qui a pour but de relancer l'économie d'un pays ou d'une zone monétaire lorsque ses capacités de production sont sous-utilisées. La finalité est de favoriser la croissance pour lutter contre le chômage.

La relance sous la forme d'une politique budgétaire s'appuie sur la théorie keynésienne qui veut que les entreprises embauchent en fonction des besoins, c'est-à-dire de l'activité économique et non en fonction de la variation du prix de la main d'œuvre.

Selon J. M. Keynes, la demande globale (demande de biens d'investissements et de biens de consommation) détermine le niveau de la production et donc la croissance.

La relance par la demande s'effectue soit par une augmentation des dépenses publiques : Celle-ci va conduire les entreprises à augmenter leur production et la demande de travail et donc à embaucher, soit par une augmentation du pouvoir d'achat des agents économiques (en diminuant les prélèvements obligatoires) pour augmenter la demande et donc la croissance. L'augmentation de l'activité économique va générer une hausse des recettes fiscales qui va partiellement compenser celle des dépenses publiques. Cependant, une politique de relance suppose que les ménages ne croient pas qu'elle soit suivie d'une augmentation des impôts.

Lorsque le gouvernement augmente le revenu des ménages, on parle de politique de relance par la demande, et lorsque le gouvernement augmente le revenu des entrepreneurs, on parle de relance par l'offre.

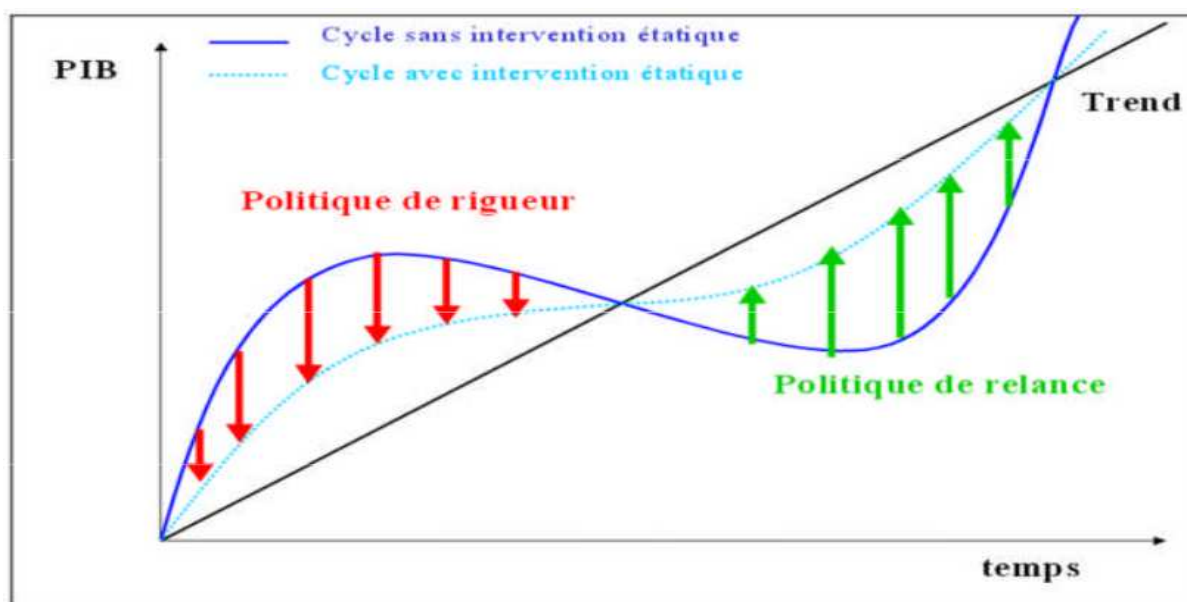
1.2.4.2 La politique budgétaire de rigueur

Une politique budgétaire de rigueur est une politique économique qui a pour principal objectif de réduire les dépenses publiques afin de lutter contre les déficits et de réduire la dette pour assainir les finances publiques. Cette politique vise aussi à ralentir l'inflation, l'Etat diminue ses dépenses et augmente ses recettes.

- L'inflation est considérée comme un facteur perturbant le fonctionnement de l'économie. Elle favorise de trop fortes hausses des salaires, ce qui réduit la rentabilité des entreprises et alimente le cercle vicieux de l'inflation.

- L'accumulation des déficits provoque un accroissement de la dette du pays et, en conséquence, une augmentation des impôts pour en payer les intérêts

Figure n°3 : La politique budgétaire de relance et la politique budgétaire de rigueur

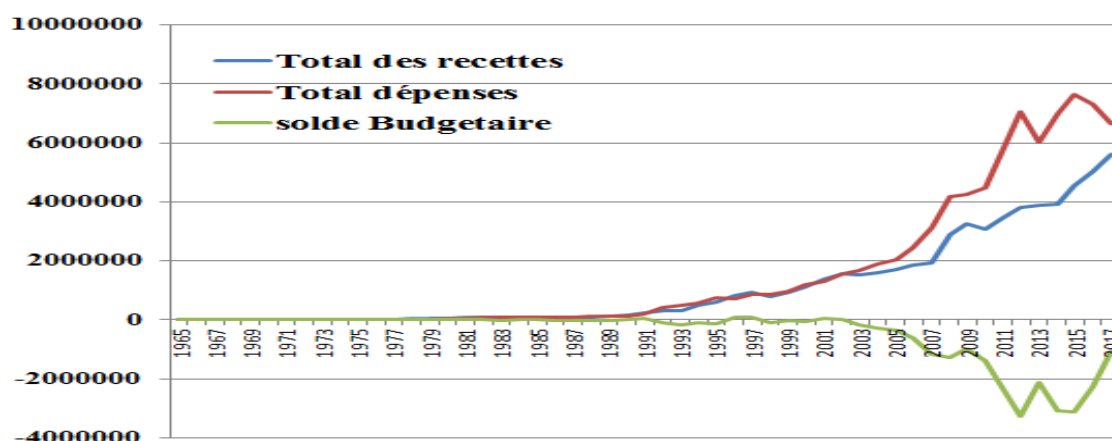


Source : www.mi.public.lu. p7

Les politiques de relance menées par les États-Unis et les pays européens en 2009 pour faire face à la crise peuvent servir d'exemples pour illustrer la notion de politique budgétaire de relance. De même, le plan d'austérité menée par la Grèce en 2010 peut illustrer la notion de politique de rigueur¹⁹.

1.3 Evolution des composantes budgétaires en Algérie de 1980 à 2018

Figure n°4 : dépenses et recettes budgétaire en Algérie de 1965 à 2018



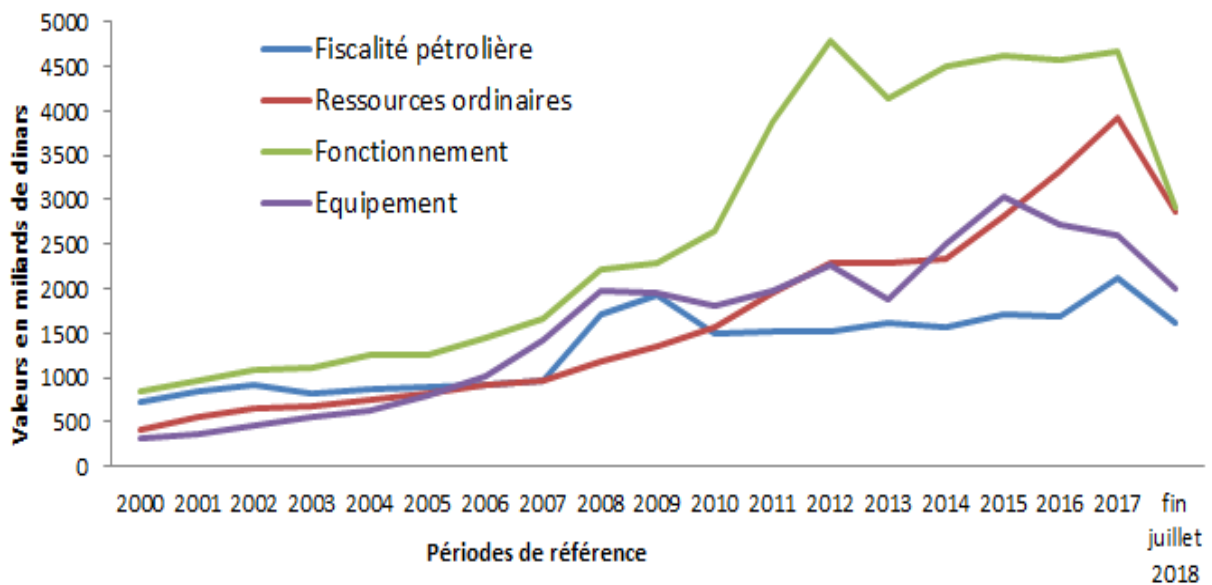
Source : réalisé par les auteurs à partir des données de l'ONS²⁰

¹⁹ <http://veroniqueamblard.files.wordpress.com/2009/10/c221a-politique-conjoncturelle-budgc3a9taire.pdf>.

²⁰ ONS, Chapitre XIII, finances publiques, rétrospective statistiques 1962 – 2011, pp 215-220.

- A travers l'analyse du graphe 4, on constate qu'à partir des années 1990 un accroissement des recettes budgétaires totales qui est dû à l'augmentation de volume des exportations des hydrocarbures, Ainsi, que les dépenses totales se dérivent sur la même. Cette hausse est du à l'augmentation des dépenses de fonctionnement et à l'acquisition des biens d'équipements due aux investissements dans infrastructures et le développement de l'économie nationale.
- Contrairement au solde budgétaire de l'Etat, on remarque qu'il ya un écart considérable entre les recettes et les dépenses à partir de là période de 2003 à 2017. Cet écart est dû aux politiques économiques de l'Etat /les plans de relance économiques infligé par le nouveau chef de l'Etat.

Figure n°5 : Composition et affectation des dépenses budgétaires de 2000 à 2018



Source : réalisé par les auteurs à partir de la Direction Générale du Trésor²¹

L'analyse de la figure n°5 démontre que le budget de fonctionnement est quasi stationnaire sur toute la période 2000-2011, le pic atteint en 2012 s'explique par la prise en charge de l'incidence financière induite par l'application des statuts particulières et des régimes indemnitaires . Ce sont les dépenses de fonctionnement qui occupent la part la plus

²¹DGT (2017), Situation des Opérations du Trésor SROT 2000-2016, pp1-1.

importante des dépenses budgétaires. Cette hausse explique par augmentation des salaires de recrutement. L'évolution des dépenses de fonctionnement est moins importante que celle des dépenses d'équipement.

La fiscalité pétrolière représente la part la plus importante du total des recettes budgétaires. Il s'agit d'une dépendance accrue du budget de l'Etat vis-à-vis de ces recettes, d'où sa vulnérabilité. Les ressources ordinaires ont connu une croissance sur cette période. La fiscalité pétrolière vient en appui à la fiscalité ordinaire pour financer les dépenses d'équipement et les dépenses de fonctionnement, dès lors que le taux moyen de couverture des dépenses de fonctionnement par les ressources ordinaires .La plus-value de fiscalité pétrolière (FRR) sert à contribuer partiellement au financement du déficit du trésor, en sus des autres sources de financement

Conclusion

La politique budgétaire est l'un des leviers de la politique économique, consistant à Utiliser le budget de l'État, et plus largement des administrations publiques, en vue d'assurer une politique de stabilisation conjoncturelle, et ainsi une politique d'action sur les Composantes de la demande globale, qui mettent en jeu le mécanisme du multiplicateur par Les quels la variation d'une composante du budget entraine une variation plus que Proportionnelle du produit global. Les règles budgétaires peuvent être extrêmement utiles Dans le contexte d'une politique budgétaire saine. En effet, des indications nettes montrent Qu'elles facilitent le maintien de la discipline budgétaire et favorisent les efforts D'assainissement lorsque de tels efforts s'avèrent nécessaires. Afin de pouvoir atteindre cet Objectif, il est toutefois essentiel que les règles budgétaires respectent les principales Propriétés inhérentes à toute règle budgétaire idéale.

CHAPITRE II
L'IMPACT DES CHOCS
PETROLIERS SUR LES COMPOSANTES
BUDGETAIRES EN ALGERIE

CHAPITRE II

L'IMPACT DES CHOCS PETROLIERS SUR LES COMPOSANTES BUDGETAIRES EN ALGERIE

Introduction

Le pétrole demeure toujours la première source d'énergie primaire dans le monde. Depuis le début du 20^{ème} siècle jusqu'à aujourd'hui, les hydrocarbures et particulièrement le pétrole et le gaz naturel ne cessent de prendre une place de plus en plus considérable dans notre civilisation.

Néanmoins la contribution du secteur des hydrocarbures était de 15% début des années 1970 avec des fluctuations liées au prix mondial de l'énergie dans les années 1980 et 1990 ; ont donc un impacte marqué sur la conjuncture économique. Cette impacte s'avère d'autant plus important qu'il n existe pas de *bien de substitution de courts terme *au pétrole, c'est a dire de produit différent pouvant répondre rapidement au même besoin a un prix plus faible.

Le déséquilibre entre l'offre et la demande ainsi que la tension géopolitique constituent les deux grands facteurs explicatifs des variations des prix du pétrole que les experts désignent comme choc pétrolier où cette expression fait référence aux conséquence sur l'économie mondiale d'une modification brutale de l'offre de pétrole choc d'offre, combinant hausse de prix engendre un ralentissement sur la croissance mondiale

Tout au long de ce chapitre on va traiter un certain nombre de points relatifs a la notion du choc pétrolier. Tout d'abord, nous étalerons l'évolution historique du marché pétrolier ainsi que les principaux changements connus.

Puis, on va étudier son organisation, à travers l'étude des différents intervenants dans les différents types de marchés pétroliers, pour enfin pouvoir nous introduire en Algérie, avec un aperçu sur l'importance des hydrocarbures pour l'économie nationale

2.1 Evolution et acteurs du marché pétrolier

2.1.1 Evolution et acteurs du marché pétrolier

Depuis le premier forage du puits de pétrole en 1859, et jusqu'à maintenant, le marché pétrolier a connu beaucoup de mutations dans les années : 70-80-90-2000, chaque étape été marquée par des faits qui ont influencé les cours, c'est ce qu'on va détailler dans ce qui suit.

2.1.1.1 Avant la décennie 1970

Le développement de l'industrie pétrolière était lié à l'effort de la reconstruction des pays après la deuxième guerre mondiale, surtout dans la période des 30 glorieuses. Le charbon n'était plus la source d'énergie qui dominait. Les prix étaient restés stables vu l'accord entre les 7 majors ou comme on les appelle les 7 sœurs²². Durant les années soixante, les mouvements de nationalisations s'accéléraient et on changeait les concessions de la période, les pays en reprirent le contrôle de leurs richesses sous-terraines découlant d'une logique de souveraineté, et pendant un bref laps de temps l'OPEP avait le contrôle du marché²³.

2.1.1.2 Les années 1970

Après les mouvements de nationalisation, et la prise de participation des États dans les compagnies pétrolières, les pays se sont succédé dans cette démarche, l'Algérie en 1971- l'Irak en 1972 – et la Libye en 1973, ces mouvements ont permis le contrôle des activités en amont par les pays producteurs²⁴.

Après le premier choc pétrolier et l'embargo des pays arabes en 1973, les prix de pétrole sont passés de 3 à 11.651 dollars le baril²⁵. Aussi la révolution iranienne en 1979, et la guerre entre l'Irak et l'Iran ont poussé les prix à 32 dollars le baril²⁶.

2.1.1.3 Les années 1980

Le choc pétrolier a fait que les quantités qui étaient échangées dans le marché SPOT²⁷, ou le marché libre et qui étaient 20% de la production offerte s'échangeaient à des prix

²² Qui représentent: Esso-mobil-social-Gulf-Texaco –royal Dutch et SHELL AND BP.

²³ FAVENNEC, Jean-Pierre « géopolitique de l'énergie», IFP Publications, Paris, 2007-page88.

²⁴ IDEM, page 89.

²⁵ Amor khellif, La dynamique des marchés des hydrocarbures, ouvrage collectif sous la direction du Cread, 2005, p 44.

²⁶ IDEM p 44.

²⁷ FAVENNEC, Jean-Pierre, *Op.cit*, p. 104.

supérieurs à ceux des contrats à long terme, ce qui a poussé les producteurs à vendre sur ce marché.

2.1.1.4 Les années 1990 :

Cette période a été caractérisée par une grande volatilité des prix sur les marchés SPOT, les instruments financiers qui s'échangeaient dans la bourse de New York comme NYMEX et IP à Londres, ont transformé ce marché à un type dominé par les différents produits financiers et dérivés.

Plusieurs types de pétroles se sont imposés comme référence, parmi eux : le wti du Texas de la zone Amérique, Brent de la zone Europe/Afrique et le Dubaï pour le Moyen-Orient /Asie, il faut souligner que cette décennie a été caractérisée par les événements suivants qui ont impacté les prix de pétrole comme : la guerre de l'Irak.

2.1.1.5 Les années 2000

Cette période a connu des tensions, comme l'invasion de l'Afghanistan ou de l'Irak en 2003, qui ont fait élever les prix du pétrole et a connu le plus haut prix jamais enregistré dans l'histoire des marchés de pétrole, la croissance chinoise et le boom immobilier aux états unis ont aussi fait monter les prix à 140 dollars, bien avant la chute libre des prix causée par la crise financière de 2008.

La reprise de l'économie mondiale, a fait que les prix dépassent le seuil de 80 dollars en 2010, pour atteindre le seuil de 86 dollars début de mois de mai, situation qui s'est inversée à partir de la mi-2014 où la descente des prix a fait qu'ils atteignent les 30 dollars/baril.

2.1.2 Les acteurs du marché pétrolier

Dans cette partie on va clarifier les importants acteurs qui ont des degrés d'influence importants, avant de démontrer les types de marchés dans lesquelles ils exercent leurs lobbyings et la différence entre ces mêmes marchés.

1.2.1 Les intervenants au niveau mondial

Les marchés de pétrole sont caractérisés par la présence des organismes et autres lobbyings influents. Les plus importants sont : l'OPEP, l'AIE, les compagnies nationales et les grandes sociétés (7 sœurs dans le passé).

2.1.2.1 Organisation Des Pays Exportateurs De Pétrole (LOPEP)

Créé en 1960, à l'initiative du Venezuela, il a fallu à l'OPEP au moins 10 pour pouvoir exercer une influence considérable sur la production et par conséquent les prix du pétrole, la période 1971-72 s'est suivi par le conflit israélo-arabe, qui a multiplié les prix du pétrole par 4 puis par 2 en 1979-80, suite à la guerre Iran/Irak. On remarque les divergences au sein de l'OPEP concernant les quotas de production et les différentiels de prix.

L'Arabie saoudite a joué pleinement son rôle de producteur d'appoint, entre 84-85. Elle a même diminué sa production de : 3.4 millions de barils en avril/85.

2.1.2.2 L'Agence Internationale de l'Energie (AIE) « International Energy Agency (IEA) »

Fondée en 1974 sure est accessible pour ses 28 membres, avec un siège se trouvant à paris, cette agence est née suite au premier choc pétrolier de 1973, elle opère dans un but d'assurer la sécurité d'approvisionnement énergétique essentiellement en matière pétrolière.

L'AIE avait pour mission première d'aider les pays membres à coordonner une réponse collective aux perturbations graves des approvisionnements en pétrole, par la mise en circulation de stocks de pétrole sur le marché.

L'AIE est une agence autonome, relevant de l'OCDE, elle compte 29 membres (tous ceux de l'OCDE sauf 5 : chili Israël-Islande-Mexique-Slovénie), sa mission principale est la gestion coordonnée des réserves stratégiques des pays membres en cas de rupture d'approvisionnement de pétrole.

2.1.2.3 Les compagnies nationales

Beaucoup de pays ont créé leurs propres compagnies, allant du principe que ces richesses devaient être gérées par des compagnies qui ont des prérogatives de puissances publiques afin d'assurer le contrôle des gouvernements des pays producteurs. Ce type de compagnies a une certaine influence lors des années 1970 avec la vague des nationalisations dans le monde. Il y'avait SONATRACH en Algérie, Aramco en Arabie saoudite et d'autres dans l'Amérique latine.

2.1.2.4 Les grandes sociétés privées

Les 7 MAJORS ²⁸Opéraient aux USA et à l'étranger, par le biais des contrats de concessions qu'elles ont réussi à obtenir auprès des gouvernements locaux²⁹, en fixant leurs prix et en contrôlant le volume des quantités produites sur les marchés internationaux.

Ces sociétés fournissaient en 1973 :1364.8 millions de TEP équivalant a 70% de la production pétrolière mondiale, cette même année elles ont réalisé un CA de 108.2 milliards de dollars, le profit net de cette année a été évalué a : 8813 millions de dollars.

Dans les années 1970, l'OPEP a réduit le droit de propriété des sociétés, ce qui a fait que leurs productions a diminué de plus de la moitié, ces entreprises ont ripostés par des changements structurels dans leurs organisations internes et on concentrant leurs efforts dans les régions comme ; ALASKA – USA.

2.1.2.5 Les nouveaux acteurs

La Russie est une superpuissance énergétique et que la bassin de la mer caspienne offre d'énormes possibilité, notamment celle d'accroître la production, qui pourrait passer de 1.6million de barils par jour en 2001 à 5 million de barils par jour en 2010, du coté de la demande, la chine constituent a l'avenir un acteur sérieux qui pèsera de tout son poids sur la scène énergétique mondial.

Par ailleurs, si les pays de l'OCDE produisant en 2001 autant de pétrole que la moyen Orient, le contingentement de cette région ne pourrait être soutenu dans l'avenir ou en 2030, le Moyen-Orient serait responsable de presque la moitié de la production mondial de pétrole, avec la concentration des importations à partir de cette région du globe.

2.1.3 Les types de marchés

L'échange du pétrole se fait dans différents types de marchés. La différence entre eux réside dans les durées et la structure ainsi que leurs fonctionnements.

2.1.3.1 Le marché physique au comptant (SPOT)

²⁸ Cités précédemment.

²⁹ Vu leurs position de force et capacité de négociation.

Ce sont des marchés virtuels, où les transactions s'opèrent dans des délais inférieurs à un mois, par téléphone. Donc, vu cette nature virtuelle, aucune réglementation n'existe ni aucun contrôle.

Ce type de marchés est caractérisé par la présence de compagnies, des traiteurs, et des producteurs ainsi que les raffineurs.

Les principaux marchés de ce type sont situés à : (la mer du nord et de Rotterdam- le marché méditerranéen- le marché du golfe et du Moyen-Orient le marché d'extrême orient- le marché américain et le marché d'Afrique de l'Ouest).

2.1.3.2 Le marché physique à terme (forward)

Le principe de fonctionnement est presque identique, mais la différence est que la durée est plus longue, les prix sont déterminés immédiatement avec des livraisons qui dépassent un mois, cela peut être appelé : livraison différée, donc pour se couvrir en matière des prix on fixe le prix au moment T pour une livraison au moment T+1.

Ce marché est caractérisé par l'existence de deux types d'intervenants qui sont : les opérateurs industriels et les traiteurs. C'est pour cela que ce marché est réservé à des opérateurs en solide situation financière.

2.1.3.3 Les marchés à terme

Le NYMEX et l'IPÉ sont les deux principaux marchés à terme, ils ont débuté leurs activités en 1970, mais ce n'est qu'en 1983 qu'ils ont commencé à proposer des contrats à terme concernant le BRUT, et cela en réponse au besoin exprimé dans les marchés SPOT au lendemain des chocs pétroliers.

En 2000, il y avait la création de l'ICE (intercontinental échange), qui est un marché en ligne spécialisé dans le négoce des énergies.

2.2 Les différents chocs pétroliers

Un choc pétrolier est un phénomène de hausse du prix du pétrole ayant une incidence négative sur la croissance économique mondiale et qui conduit généralement pour une crise sur les pays qui sont dépendant de l'importation. Les chocs pétroliers sont dus à différentes raisons soit économique ou politique. La hausse des prix peut survenir d'une forte demande, mal anticipée, qui provoque un déséquilibre sur le marché et permet aux pays producteurs

d'imposer des prix élevés. Cependant, un contre-choc désigne une baisse brutale du prix du pétrole.

Historiquement il y'avait trois chocs pétroliers qui ont poussés vers une forte augmentation des prix. En 1973, les prix sont quadruplés en raison de l'embargo arabe, en 79 et vu les tensions géopolitiques les prix ont atteints le seuil de 32 dollars, et il y'avait la période de 2011-2013 ou il y'avait des prix dépassant les 100 dollars.

2.2.1 Le premier choc pétrolier de 1973

Le 16 octobre 1973, dix jours après le début de l'offensive égyptienne et syrienne contre Israël, six pays du golf, membres de l'OPPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), il y a eu une augmentation de 70% de prix de pétrole. Pour la première fois depuis création de ce cartel en 1960, des états producteur imposent une hausse de prix sans la caution ou la garantie des compagnies pétrolières (la guerre de Kippour qui est la cause du premier choc pétrolier).

Donc l'OPEP a décrète un embargo contre les pays occidentaux en diminuant le volume de exportations de pétrole (une réduction de 5% par mois de la production pétrolière).

Nouvelle augmentation en décembre où le prix de baril de pétrole atteint 11,65 dollars, ce qui a empêché les Etats-Unis à diminuer ses importations (premier pays importateur du pétrole).

Ce choc a entraîné un abaissement de la production industrielle, ce qui a provoqué le chômage, et une forte augmentation des déficits budgétaires de la plupart des pays.

2.2.2 Le deuxième choc pétrolier en 1979

En 1979 le deuxième choc pétrolier s'est produit, sous les effets conjugués de la révolution islamique iranienne en fin 1978, dû au doublement du prix du baril de pétrole. Après la guerre d'Iran- Irak de 1980 à 1988 , puis la chute du shah d'Iran 11 janvier 1979 qui a provoqué la diminution puis la quasi-disparition des livraisons de pétrole de d'Iran. La production mondiale pétrolière diminue provoquant une flambée des prix, une hausse du prix du pétrole qui est passée de 14 dollars le baril en 1978 à plus de 24 ,5 dollars le baril en 1979 le brut culmine a 40 dollars a l'automne 1979 , ce qui obligent l'Arabie saoudite à accepter de porter le prix de l'OPEP à 32 dollars le baril en décembre 1980 avec une tolérance jusqu'à 36 dollars.

La hausse des prix de pétrole accote une inflation monétaire mondiale, ce qui a provoqué une baisse de taux de croissance de la plupart des pays développés importateur de pétrole.

2.2.3 Le contre-choc pétrolier de 1986

Après le choc pétrolier de 1979 (plus de 36 dollars le baril), et l'envolée des prix du baril, la surproduction du pétrole due au ralentissement de l'économie, entraîne une baisse brutale des prix du pétrole à moins de 10 dollars le baril lors du contre-choc pétrolier de 1986. L'Arabie Saoudite et le Koweït déclenchent à l'automne 1986 une guerre des prix qui est conduit à une baisse des prix, où l'Arabie saoudite a décidé d'augmenter sa production en contre partie de la récupération de sa part du marché de l'OPEP. A partir de 1986, les prix de pétrole deviennent relativement bas jusqu'à 2001. La chute des prix durant cette période est due à la combinaison de plusieurs phénomènes.

2.2.4 Le contre-choc pétrolier de 1997

Depuis la fin de 1997, l'OPEP relève de 10 % sa production. Les cours s'effondrent de 40%, passant en fin 1998 à moins de 10 dollars. Sans tenir compte de la crise financière asiatique qui est à l'origine de la perturbation du marché pétrolier. Vue que L'Asie est l'un des plus grands pays consommateurs de pétrole et des produits pétroliers. La crise asiatique a donc concouru un ralentissement de l'activité économique par une baisse de la demande de pétrole et par conséquent la chute des prix du pétrole. Ce qui a causé un abaissement de la croissance et une forte inflation pour les pays développés ainsi que pour les pays exportateurs de pétrole.

2.2.5 Trouble et catastrophe 2004-2007

Depuis 2002, l'instabilité s'installe sur les marchés pétroliers ; a partir de l'été 2004, le baril s'envole dans un environnement géopolitique marqué par une aggravation du conflit au Proche-Orient et des attentats en Irak ainsi que des troubles sociaux au Venezuela et au Nigeria tout trois pays producteurs. En 2006, les prix atteignirent les 75 USD, soit 5 fois qu'en 2001.

2.2.6 Le troisième choc pétrolier en 2008

Une explosion de la demande de pétrole est marquée en 2008 pour les pays émergents par la montée en puissance de la Chine, de l'Inde et d'autres pays asiatiques sur les marchés mondiaux qui s'est accompagnée d'une forte demande en produits pétroliers, La chute du dollar a également contribué au troisième choc pétrolier qui est un choc de demande, qui est très différent des deux premiers chocs (1973 et 1979). Ceux-ci avaient engendré une perturbation sur la croissance mondiale. Il correspond à une forte hausse des prix de pétrole qui a débuté entre 2003 et 2005 ainsi il a été de 38 dollars le baril en 2003 pour atteindre les 54,52 le baril en 2005, ensuite il a connu une augmentation historique en 2008. En juillet 2008 il atteint son record absolu dépassant les 145 dollars. La crise des Subprimes a entraîné une crise économique mondiale qui a été de 3,2% contre 5,2% en 2007 et le recule de la consommation avait prolongé les cours du brut qui perdent en cinq mois plus des deux tiers de leurs valeur, chutant en décembre 2008 à 32 dollars.

2.2.7 Le contre-choc pétrolier de 2009

En 2008, les prix du pétrole ont dépassé pour la première fois les 100 dollars, ainsi en juillet 2008 les prix ont atteint les 145 dollars le baril, puis à partir d'octobre 2008, les prix sont retombés au-dessous de 100 dollars. Au début de l'année 2009, les prix du pétrole ont chuté jusqu'à atteindre 40 dollars le baril.

Cette baisse des prix du pétrole touche les pays exportateurs de pétrole, elle entraîne des pertes des recettes d'exportations et des difficultés financière qui affecte le niveau de vie de leur population. Et pour les pays importateurs, ils bénéficient de cette réduction.

2.2.8 Le contre-choc pétrolier de 2014

Les cours du pétrole ont été relativement stables entre 2011 et la première moitié de 2014, les prix du pétrole perdant près de 45% de sa valeur et avoisinant désormais les 50 dollars. En juin 2014, le baril s'échangeait à 112 dollars. Une chute vertigineuse qui rassure les uns mais qui inquiètent les autres. Cette baisse des prix traduit un déséquilibre sur le marché pétrolier, en effet la production mondiale est en surproduction pendant cette période c'est-à-dire que l'offre est supérieure sur la demande. Cette baisse s'inscrit dans un contexte géopolitique et économique particulier. Trois facteurs principaux peuvent expliquer cette

baisse ,le premier facteur il s'agit de la croissance de la demande en 2014 qui a été plus faible que celle initialement anticipée, le seconde facteur qui est une conséquence du premier est que la production mondiale du pétrole a fortement augmenté depuis 2014, notamment du fait de la production du pétrole de schiste aux Etats-Unis, et le dernies facteur, l'OPEP a choisi de ne pas intervenir sur les prix du pétrole en conservant son objectif de production inchangé.

2.2.9 L'état actuel du marché pétrolier mondial

La production du pétrole de schiste qui a atteint 5 milliards de barils par jour s'est ajoutée de manière permanente à l'offre énergétique mondiale, chose qui a agi sur les prix et les pousser vers la baisse, accompagné par la baisse de croissance dans les pays émergents. Chose faite après les engagements liés à l'environnement en matière d'émissions de gaz à effet de serre, ces facteurs sont devenus une réalité incontournable dans le marché de l'énergie.

Cette chute des cours du pétrole depuis fin septembre 2014 ou les prix ont atteints un nouveau plancher de 30 dollars/baril jusqu'au mois d'octobre ou ils ont atteins les 54 dollars après une annonce de l'OPEP pendant quelque jours avant de reve,nir de nouveau, au prix de 45 dollars.

Ce qui a provoqué une baisse importante dans les investissements qui estiment que les prix actuels ne sont pas attractifs a l'investissement et ne permettent pas de dégager une marge importante , le retour de l'Iran dernièrement sur le marché a fait que l'offre pétrolier augmente chose qui n'a pas aidé les pays mono-exportateurs tels que l'Algérie.

Même la décision de réduire la production qui a été prise dernièrement trouve des difficultés a se mettre en place vu que certains pays n'adhèrent pas pour le moment comme : la lybie- le Nigeria- l'Irak et l'Iran. Cette dégringolade des prix a été aussi causée par l'accumulation d'importantes réserves chez plusieurs pays selon l'agence américaine sur l'information sur l'énergie.

À moyen et à long terme les perspectives ne sont pas encourageantes vu l'arrivée du pétrole de schiste et la transition énergétique qui a influencé le mode de consommation la place du pétrole comme principale source d'énergie commence à être menacé. Cela est aussi dû au rythme actuel de l'exploitation et au volume des réserves de cette source épuisable. Cette transition énergétique va aussi changer en profondeur les politiques énergétiques des pays producteurs que consommateurs, d'ailleurs les engagements du cop 21 poussent à

accélérer cette transition énergétique puisqu'il y'aura une baisse dans l'émission des gaz à effets de serre ce qui implique la variation des sources de l'énergie surtout au niveau des pays industriels, donc selon certaines prévisions la situation de sur-provisionnement du marché pétrolier va durer jusqu'en 2020³⁰

2.3 Les hydrocarbures en Algérie

L'analyse de la structure de l'économie algérienne démontre une forte dépendance à la rente pétrolière; le secteur des hydrocarbures joue un rôle très important dans l'économie nationale. C'est ce que nous verrons dans cette section.

2.3.1 Le secteur des hydrocarbures en Algérie

C'est entre 1953 et 1956 que furent découverts les champs super-géants de pétrole de Hassi-Messouad ainsi que le champ super-géant de gaz de HassiR'Mel.

Ces découvertes permirent à la jeune compagnie publique SONATRACH après l'indépendance de développer une industrie des hydrocarbures importante et de porter l'effort d'exploration vers d'autres régions du pays

On présente souvent l'Algérie comme un pays pétrolier, mais il ne s'agit pas seulement de pétrole et de gaz, il y a également d'autres produits présentant une valeur ajoutée, tant sur le plan industriel que sur le plan commercial (GPL, hydrocarbures gazeux, produits raffinés,...)

2.3.1.1 Historique de la recherche pétrolière et gazière en Algérie

Les premiers travaux ont débuté en 1890, mais c'était en 1948 que le premier gisement commercial a été découvert à 150km du sud d'Alger, en 1950 les travaux d'exploration s'étendent au Sahara, tandis que les champs super géants de Hassi-Messaoud et Hassi-rmel furent découverts en 1953 et 1956.

Dès le lendemain de l'indépendance ; SONATRACH a hérité cette lourde charge du colon français, pour qu'elle découvre d'autres gisements de pétrole et du gaz les années quatre-vingt, période caractérisée par la relance des efforts de la recherche et de l'exploration.

³⁰ Banque Mondiale, région Moyen-Orient et Afrique du nord bulletin trimestriel d'information économique de la région mena- juillet 2016, p 13.

L'entreprise publique SONATRACH, a hérité cette charge au lendemain de l'indépendance, a pu découvrir aussi des gisements de pétrole et du gaz en notamment durant les années quatre-vingts périodes caractérisées par la relance des efforts de recherche et d'exploration.

Cette société consacrait annuellement des sommes dépassant les 200 millions de dollars pour les travaux de prospections et l'exploration. Cet effort reste toutefois insuffisant vu l'étendue du sol algérien

L'intervention sur le domaine pétrolier se caractérise par la diversité de ses métiers et de ses activités .elle se différencie également des autres activités économiques « courantes » par les grands enjeux financiers qui en résultent tant pour les pays d'accueil que pour les opérateurs économiques concernés.

Ces particularités se ressentent, en outre, dans les dispositifs mis en place pour l'encadrement de l'intervention sur cette sphère et dans son évolution exigeant le respect des droits acquis.

2.3.1.2 Prépondérance des hydrocarbures en Algérie

Le secteur pétrolier algérien suscite un intérêt particulier depuis sa nationalisation le 24 février 1971 et ce pour son importante contribution à la croissance économique du pays qui peut se traduire par les statuts suivants :

- La plus importante source d'énergie dans le marché intérieur ;
- Le revenu dominant pour le budget de l'Etat grâce à la fiscalité pétrolière ;
- La première source de devise représentée par les recettes d'exportations adoptées à l'enrichissement en fournitures industrielles et des biens de consommations en plus de la couverture de la dette extérieure.

En effet, si on analyse les exportations des hydrocarbures, on aboutie aux résultats que nous présentons ci-après :

Tableau n°01:

Évolution des exportations des hydrocarbures en Algérie sur la période 2000-2018

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
Exportation d'hydrocarbures	21060	18530	18110	23990	31550	45590	53610	59610	77194	
Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018

Exportation d'hydrocarbures	44415	56121	71661	70583	63816	58462	33081	27918	33202	38900
--------------------------------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

Source : Ministère des finances, DGPP.

A partir de ce tableau on constate que depuis l'année 2000, les exportations des hydrocarbures ont progressé vu les cours qui ont remonté régulièrement. Cette évolution favorable s'explique principalement par l'accélération de la demande mondiale.

En 2004, les prix ont augmenté de manière très forte. Cette hausse s'explique essentiellement par la croissance de la demande jusqu'à atteindre 1,2 million b/j en 2007, ensuite à cause de contre choc 2009 les exportations ont retombé

La période 2010 -2013 est marquée par un début de retour à la stabilité financière mondiale après la crise financière 2008. La demande énergétique mondiale a augmenté.

En 2014, une chute de prix de pétroles a été enregistrée suite au choc pétrolier. Cette baisses des prix du pétrole ont conduit à la chute des exportations de 43.67% entre 2014 et 2015 ou elles se sont établies à 15.94 mds \$ dans l'année 2015 contre 28.31 mds \$ à la même période de l'année 2014, cette tendance baissière s'est poursuivie avec 26,29 % entre l'année 2015 et l'année 2016, et une chute des recettes des exportations de 43.3 à 33.08 milliards de dollars.

Selon le centre National de l'information et des statistiques, Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel de nos exportations à l'étranger durant l'année 2016 avec une part de 93,84% du volume global des exportations, et une diminution de 17,12% par rapport à l'année 2015.

2.3.2 Impact du choc pétrolier sur les principaux indicateurs macro-économiques en Algérie

2.3.2.1 Des exportations totales fortement dominé par les hydrocarbures

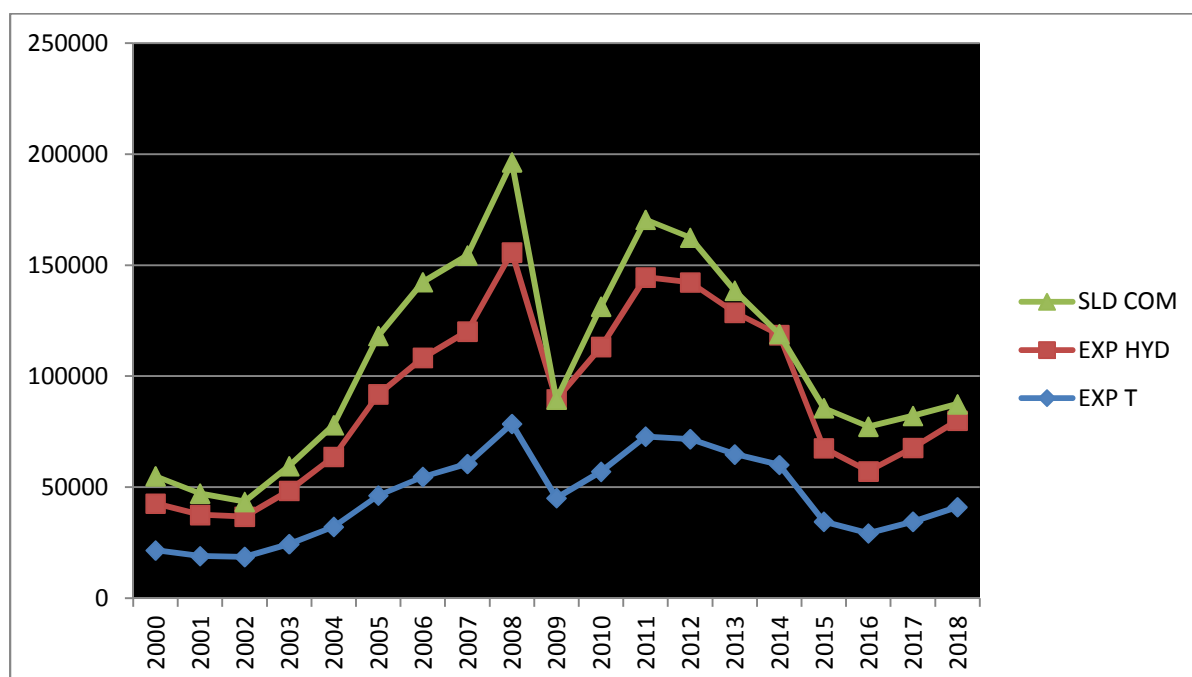
Tableau n°2:Évolution du solde commercial en Algérie sur la période 2000-2018

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Exportation totale	21650	19090	18710	24460	32220	46330	54740	60590	78589
Exportation d'hydrocarbur es	21060	18530	18110	23990	31550	45590	53610	59610	77194

Solde commercial	12300	9610	6700	11140	14270	26270	34060	34240	40596	
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Exportation totale	45186	57090	72888	71736	64870	60129	34565	29309	34569	41120
Exportation d'hydrocarbures	44415	56121	71661	70583	63816	58462	33081	27918	33202	38900
Solde commercial	7784	18205	25961	20167	9880	459	18084	20128	14412	7450

Source : Ministère des finances, DGPP.

Figure n° 6 : Le solde commercial de 2000 à 2018 en mds de DA



Source : Etablie par nous même à partir des données figurant dans le tableau n° 02

A travers cette figure, on peut observer l'étroite dépendance de la balance commerciale à l'égard des exportations d'hydrocarbures et prendre ainsi la mesure de l'ampleur des chocs commerciaux sur la balance des paiements algérienne. Sous l'effet de la chute du prix de pétrole, la balance courante accuse un déficit considérable, en 1999 la

baisse du prix pétrole (environ 10 dollars/baril) a été suivie par la dégradation de la balance commerciale algérienne en enregistrant un solde d'environ 2,8 milliards dollars.

Durant la décennie 2000, la hausse du prix du pétrole a permis d'améliorer la situation de la balance commerciale, en effet, les exportations (hydrocarbure et autres) sont passées de 21,65 milliards de dollars en 2000 à 78,59 milliards de dollars en 2008 et plus de 72,88 milliards de dollars en 2011 (dont 98,05% sont des exportations d'hydrocarbures, soit l'équivalent de 71,66 milliards de dollars). L'évolution du prix du pétrole est quasiment dans le même ordre de hausse : il passe de 28 dollars le baril en 2000 à 99 dollars baril en 2008. Cependant, la chute du prix du pétrole en 2009 et 2014, entraîne une baisse sensible de l'excédent commercial.

La prédominance du secteur des hydrocarbures dans les exportations totales algériennes pose la question de la nécessité de la diversification des exportations et de la compétitivité externe de l'économie dans un contexte d'ouverture à la concurrence internationale.

2.3.2.2 La part importante des hydrocarbures dans le PIB algériens

Le PIB qui mesure la croissance économique d'un pays est, en Algérie, fortement sensible aux fluctuations du prix du pétrole. Le PIB est un agrégat macroéconomique déterminé par six principales variables économiques : la production brute, la valeur ajoutée, la consommation intermédiaire, la consommation finale des ménages, les investissements et les importations. Les fluctuations du prix du pétrole exercent un impact direct sur l'ensemble des déterminants du PIB. De ce fait, les déterminants du PIB sont des canaux de transmission des effets des fluctuations du prix du pétrole sur le PIB.

2.3.2.3 Le poids de la fiscalité pétrolière dans le budget de l'Etat

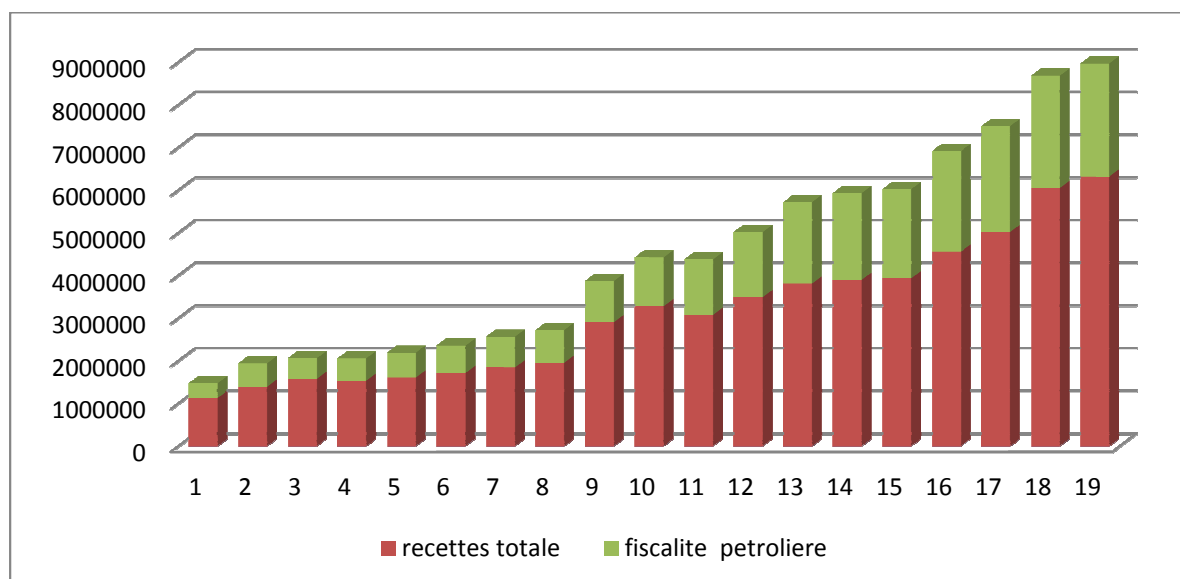
Le budget de l'Etat contient essentiellement les différentes origines des ressources et affectations des dépenses de l'Etat.

2.3.2.3.1 En matière de recettes budgétaires

Du point de vue du total des ressources réalisées, la fiscalité pétrolière est prépondérante dans la mesure où les recettes recouvrées représentent 72,15 %, au titre de la période (2000-2012). Par contre, la fiscalité pétrolière budgétisée n'atteint pas la moitié en enregistrant que 40,10%.

Figure N°07:

La part des recettes hydrocarbure dans le total des recettes budgétaires 2000-2018



Source : Etablie par nous même à partir des données figurant dans le tableau n° 03

On constate que les recettes budgétaires de l'Algérie ont plus que quadruplé pendant la période de 1999 à 2012, passant de 950,3 DA en 1999 à 6411,3 milliards de DA en 2012. Mais cette croissance est essentiellement le résultat de l'évolution favorable des recettes des hydrocarbures due à la hausse continue des prix de l'énergie sur le marché. La baisse enregistrée pendant la période de 2013 et 2014, passant de 5957,5 à 5719,0 DA, est due également aux prix de pétrole. La figure ci-dessus de monter clairement que les variations des recettes des hydrocarbures sont à chaque fois de l'origine de l'évolution des recettes fiscale totale.

L'économie algérienne est basée sur l'exportation des hydrocarbures (pays mono exportateur), les recettes d'exportation des hydrocarbures dépassent 60% du PIB et représentent plus de 97% des exportations globales. L'évolution des recettes d'exportations des hydrocarbures correspond à l'évolution de la production ainsi qu'à l'évolution du prix du pétrole. Cette situation est préoccupante, puisque le marché pétrolier est une donnée exogène et sur lequel l'Algérie ne détient pas une position privilégiée lui permettant d'agir sur l'évolution du prix du pétrole.

2.3.2.3.2 L'évolution de la fiscalité pétrolière au regard des dates de chocs pétrolier

Tableau n°3 : L'évolution de la fiscalité pétrolière de chocs pétrolier 1973

	1971	1972	1973	1974	1975
Solde budgétaire	-22	981	1078	10030	5984

La fiscalité pétrolière	1648	3278	4114	13399	13462
PIB	24922	30413	34593	55560	61573

Source : Auteurs basé sr les données de l'ONS

Selon le tableau n°3, le solde budgétaire était négatif en 1971 d'un montant de 22 milliard de dinars. Du début de l'année 1972 à 1975 le solde budgétaire s'est amélioré d'un montant de 981 milliard de dinars à 5984 milliard de dinars avec une augmentation de la fiscalité pétrolier de 1971 à 1975 d'un montons 1648 à 1346 milliard de dinars. L'augmentation Le produits intérieur brut de 1971 à 1975 d'un montons 24922 à 61573 milliard de dinars.

Tableau n°4: L'évolution de la fiscalité pétrolière de chocs pétrolier 1979

	1977	1978	1979	1980	1981
Solde budgétaire	8006	6676	12914	15578	21729
La fiscalité pétrolière	18019	17365	26516	37658	50954
PIB	87240	104831	128222	162507	191468

Source : Auteurs basé sr les données de l'ONS

Selon le tableau n°, le solde budgétaire était positif en 1977 à 1981 d'un montant de 8006 à 21729 milliards de dinars. Augmentation de La fiscalité pétrolier de 1977 à 1981 d'un montons 18019 à 50954 milliard de dinars .L'augmentation Le produits intérieur brut de 1977 à 1981 d'un montons 87240 à 191468 milliard de dinars.

Tableau n°5: L'évolution de la fiscalité pétrolière de chocs pétrolier 1986

	1984	1985	1986	1987	1988
Solde budgétaire	9767	6009	-12127	-10993	-26200
La fiscalité pétrolière	43841	46786	21439	20479	24100
La balance commerciale	154	4228	-15272	962	-10367

PIB	264469	291597	296551	312787	347716
-----	--------	--------	--------	--------	--------

Source : Auteurs basé sr les données de l'ONS

Selon le tableau n°5 ; le solde budgétaire était positif en 1984 et 1985 d'un montant de 9767 et 6009 milliards de dinars. De 1986 à 1988, le solde est négatif d'un menton 12127 à 26200 milliards de dinars diminution de La fiscalité pétrolier de 1984 à 1988 d'un montant de 43841 à 24100 milliard de dinars. La balance commerciale était positive en 1984 et 1985 d'un montant de 154 et 4228. En 1986 et 1988 la balance commerciale était négatif d'un menton 15272 et 10367 milliards de dinars. L'augmentation Le produits intérieur brut de 1984 à 1988 d'un montons 264469 à 347716 milliard de dinars.

Tableau n°6: Evolution de la fiscalité pétrolière de chocs pétrolier 2014 en millions DA

	2012	2013	2014	2015	2016
Solde budgétaire	-3254143	-2128816	-3068021	-3103789	-2285913
La fiscalité pétrolière	1908576	2031019	2091456	2354648	2482208
La balance commerciale	1491569	430823	-324349	-2292384	-2227735
PIB	16208698	16643833	17205106	16712675	17514634

Source : Auteurs basé sr les données de l'ONS

Selon le tableau n°6, le solde budgétaire était négatif en 2012 à 2016. Nous avons aussi une augmentation de la fiscalité pétrolière de 2012 à 2016 d'un montant de 1908576 à 2482208 millions de dinars. La balance commercial était positive en 2012 et 2013 d'un mentant de 1491569 et 430823 millions de DA. En 2014 et 2015 et 2016 la balance commercial était négative d'un mentant de 324349, 2292384 et 2227735 millions de DA.

Conclusion

Ce chapitre a tenté d'identifier les fluctuations du prix du pétrole sur la politique budgétaire. En testant le type de relation existant entre le prix du pétrole et les autres indicateurs de, notre objectif était d'évaluer si les fluctuations du prix du pétrole affectent réellement les principaux indicateurs reflétant l'état de santé de l'économie algérienne. Nos conclusions vont majoritairement dans le sens de l'opinion dominante selon laquelle le pétrole joue un rôle majeur dans les économies exportatrices nettes du pétrole. De ce fait, nous avons montré que les fluctuations du prix du pétrole impactent sur politique budgétaire en Algérie.

Cet impact s'explique par le poids du secteur des hydrocarbures dans l'économie et l'inefficacité des politiques économiques adoptées jusqu'à présent dans le but de diversifier l'économie algérienne et d'atténuer sa sensibilité aux fluctuations du prix du pétrole.

CHAPITRE III

**ANALYSE EMPIRIQUE DU CHOC DE
PETROLE SUR LA BALANCE
BUDGETAIRE DE L'ALGERIE.**

Chapitre III

Analyse empirique du choc de pétroles sur la balance budgétaire de l'Algérie.

Introduction

La réflexion que l'on peut mener sur une réalité économique quelconque conduit toujours à établir des relations entre les phénomènes économiques concernés. Une réflexion approfondie dans un domaine de science économique est à la base de toute analyse économétrique. Autrement dit, la réalisation de travaux économétriques suppose la connaissance préalable des disciplines économiques en jeu, puisqu'elles suggèrent le type de relation à vérifier sur les données réelles observées.

Dans notre cas, après avoir tenté d'appréhender, d'un point de vue théorique, l'influence des chocs externes sur la politique budgétaire, nous allons essayer, à travers ce dernier chapitre, d'appuyer ce point de vue à l'aide d'une étude économétrique. Cela consistera en une utilisation d'instruments statistiques, afin d'analyser et de montrer l'impact de la fiscalité pétrolière sur la croissance économique en Algérie.

On retiendra pour cela l'indicateur agrégé, jugé le plus significatif, pour refléter la situation réelle d'une économie donnée et qui est le solde budgétaire d'un exercice fiscal «DEF». En plus de taux de change nominal (TX), nous nous intéresserons aussi aux exportations des hydrocarbures (HYD), produits intérieurs bruts pondérés des partenaires à l'exportation de l'Algérie (PIBP), réserve de change (RC).

Dans ce chapitre, nous présenterons les variables qu'on utilise dans le modèle puis, pour terminer nous procéderons à l'estimation du modèle.

3.1 Présentation et l'étude de la stationnarité des variables

3.1.1 Le choix des variables et le signe des corrélations

Nous avons choisi les variables ci-dessous afin de mettre en relief la variable qui explique le plus l'impact du choc pétrolier sur la balance budgétaire en Algérie. Pour ce, les variables choisies sont :

- **DEF:** le solde budgétaire. C'est la variable dépendante ou à expliquer

- **PIBP:** le PIB étranger pondéré il mesure le Pib de 23 pays clients de l'Algérie. Il mesure a eux seuls plus de 80% du total des exportation algériennes. Le signe de corrélation attendu est positif. Si le pib étranger augmente cela augmentera la consommation de ces pays en énergie ainsi nos exportations augmentent. Si ces dernières augmentent, la fiscalité pétrolière augmente, ainsi le solde budgétaire est positif.
- **RC:** les réserves de change, le signe est négatif. Quand nous avons un déficit l'Etat risque de le payer en utilisant les réserves de change.
- **HYD :** les exportations des hydrocarbures. Le signe attendu est positif. Son lien est relatif a la fiscalité pétrolière et son important rôle dans la constitution du budget.
- **TX :** Le aux de change nominal. Le signe est négatif normalement quand il ya une baisse du solde global du trésor, le taux de change augmente.

3.1.2 Teste de stationnarité

3.1.2.1 Définition

A/ Série stationnaire

Une série est dite stationnaire si les caractéristiques d'espérance et de variance se trouvent invariantes dans le temps. Une série pour $t=1, \dots, n$ est dite stationnaire si :

- La moyen est constante indépendante du temps : $E(X_t) = E(X_{t+k}) = \mu$
- La variance est définie comme indépendante du temps : $V(X_t) < \infty$
- La covariance est indépendante du tem $COV(X_t, X_{t+k}) = E[(X_t - \mu)(X_{t+k} - \mu)] = \gamma_k$

Il existe deux types de séries temporelles stationnaires :

- ✓ **Série de bruit blanc** Le bruit blanc est un cas particulier de séries temporelles stochastiques pour lequel la valeur prise par X à la date t s'écrit : $X_t = \Theta_t$
- ✓ **Série marche au hasard (aléatoire)** C'est un autre cas particulier de processus stochastique pour lequel la valeur prise par la variable γ à la date « t » est régie par l'équation : $Y_t = \gamma_{t-1} + \Theta_t$

B/ Série non stationnaire

Il existe deux types de processus non stationnaires :

- ✓ **Processus TS (trend stationary)** : Il présente une non stationnarité de nature non déterministe. Le processus TS s'écrit :

$$X_t = f(t) + \Theta$$

f : est une fonction polynomiale du temps

Θ_t : est un processus stationnaire ;

- ✓ **Processus DS (différence Stationary)** : Le processus DS est un processus qu'on peut rendre stationnaire par l'utilisation de la différenciation : $\Delta X_t = X_t - X_{t-1}$.

On peut définir deux types de processus DS :

- Le processus DS avec dérive ($\beta \neq 0$) s'exprime comme suit : $X_t = X_{t-1} + \beta + \Theta_t$.
- Le processus DS sans dérive ($\beta = 0$) s'écrit : $X_t = X_{t-1} + \Theta_t$.

3.1.3 Etude de la stationnarité

Avant d'étudier la stationnarité, il est nécessaire d'expliquer certains termes :

- **Séries temporelles** : servent à étudier l'évolution des variables dans le temps et permettent d'analyser l'impact d'une variable économique dans un secteur sur un autre dans le même secteur ou dans un autre secteur.
- **La fonction d'auto corrélation** : c'est le coefficient de corrélation entre deux composantes de dates différentes.

3.1.3.1 Test de racine unitaire :

La stationnarité est une condition nécessaire pour les analyses économétriques des séries chronologiques.

❖ Test de Dickey-Fuller (1979)

Cette étape consiste à tester les trois modèles de Dickey Fuller pour étudier la significativité de la tendance et de la constante, afin de vérifier la stationnarité de chaque chronique. En cas de la présentation d'un processus TS ou DS, on passe à l'application du test de racine unitaire.

- ✓ **Test de la tendance (Règle de décision)**

Modèle [3] : $\Delta X_t = \phi_1 X_{t-1} + c + \beta_t + \Theta_t \dots$ Modèle autorégressif avec tendance

$H_0 : \beta = 0$ si $T_{cal} < T_{tab}$ (la tendance n'est pas significative)

$H_1 : \beta \neq 0$ si $T_{cal} > T_{tab}$ (la tendance est significative)

Si la tendance n'est pas significative on accepte H_0 , et on passe au Modèle [2]

✓ **Test de la constante (Règle de décision)**

Modèle [2] : $\Delta X_t = \phi_1 X_{t-1} + c + \Theta_t \dots$ Modèle autorégressif avec constante

$H_0 : c = 0$ si $T_{cal} < T_{tab}$ (la constante n'est pas significative)

$H_1 : c \neq 0$ si $T_{cal} > T_{tab}$ (la constante est significative)

Si la constante n'est pas significative on accepte H_0 , et on passe au Modèle [1]

✓ **Test de racine unitaire pour le modèle [M1] (Règle de décision)**

Modèle [1] : $\Delta X_t = \phi_1 X_{t-1} + \Theta_t \dots$ Modèle autorégressif d'ordre 1

$H_0 : \phi = 1$ si $ADF_{cal} > ADF_{tab}$ (existence de racine unitaire) donc la série est non Stationnaire .

$H_1 : \phi < 1$ si $ADF_{cal} < ADF_{Gtab}$ donc la série est stationnaire.

On appliquant es hypothèses sur les séries, Les résultats obtenus sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°7 : Résultats du test de stationnarité d'ADF (voir les annexes)

Les variables	Modèle	En niveau					En différence premier		
		Calculé	Tabulée	ADF	Valeur	résultat	ADF	Valeur	résultat

					C			c	
DEF	Modèle3	-1.30	1,96	/	/	NS	/	/	<i>I(1)</i>
	Modèle2	-1.22	1 .96	/	/	NS	/	/	
	Modèle1	/	/	-1 .10	-1 .95	NS	-5.79	-1.95	
HYD	Modèle3	-0.14	1.96	/	/	NS	/	/	<i>I(0)</i>
	Modèle2	0.88	1.96	/	/	NS	/	/	
	Modèle1	/	/	-4.29	-1.95	S	/	/	
PIBP	Modèle3	1.14	1.96	/	/	NS	/	/	<i>I(1)</i>
	Modèle2	1.84	1.96	/	/	NS	/	/	
	Modèle1	/	/	-0.56	-1.95	NS	-5 .22	-1.95	
RC	Modèle3	1.08	1.96	/	/	NS			<i>I(0)</i>
	Modèle2	0 .96	1.96	/	/	NS			
	Modèle1	/	/	-1.88	-1.95	S	/	/	
TX	Modèle3	4.95	1.96	/	/	S	/	/	<i>I(0)</i>
	Modèle2	/	/	/	/	/	/	/	
	Modèle1	/	/	/	/	/	/	/	

Source : résultats sur Eviews 10

NS : non stationnaire

S : stationnaire

D'après ces résultats, on remarque que les séries en niveau ont un :

✓ $ADF_{cal} > ADF_{Tab}$ donc on accepte H_0 .

les séries DEF et PIBP ne sont pas stationnaires en niveau, mais stationnaires en différence première (intégrées d'ordre 1) .

✓ $ADF_{ca} < ADF_{Tab}$ donc on accepte H_1 .

les séries HYD et TX , RC sont stationnaires en niveau (intégrées d'ordre 0) .

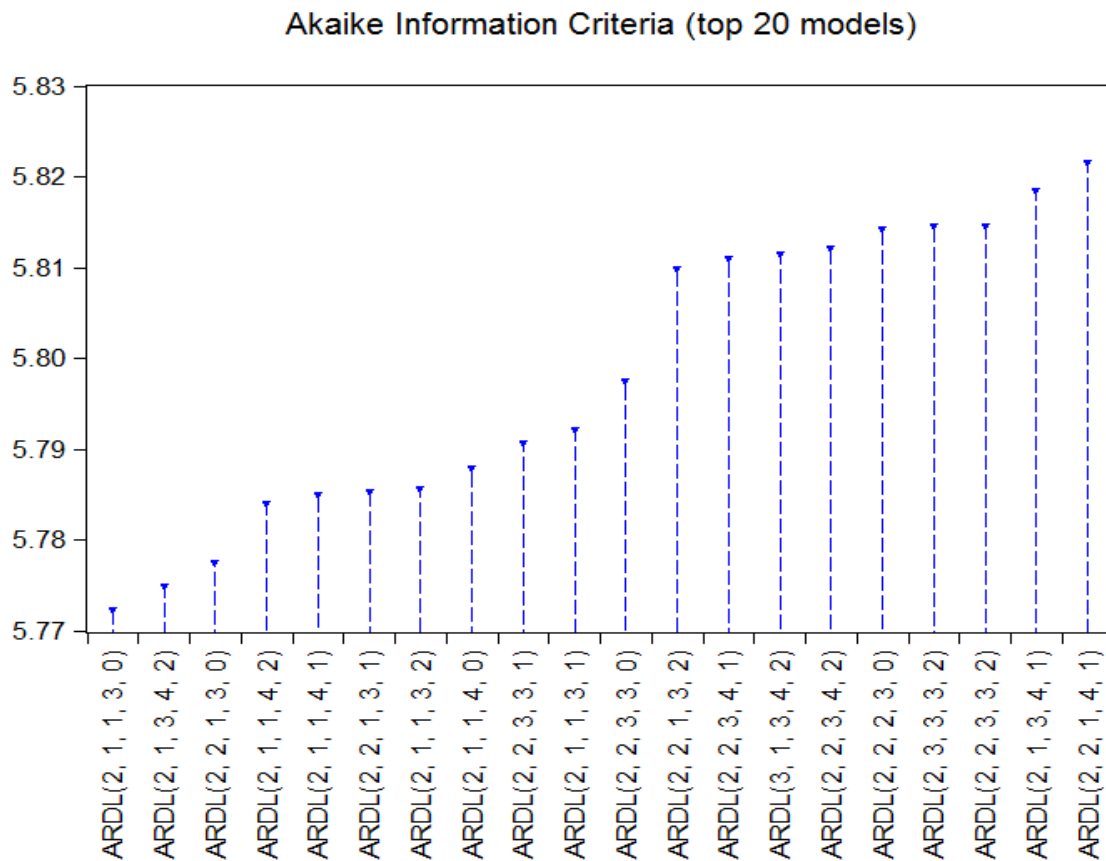
les sires ne sont pas cointgrées au même ordre donc nous pouvons utiliser ARDL.

3.2 La modélisation ARDEL

3.2.1 Le modèle optimal

La figure n°8_ montre, comme on peut constater, que le modèle ARDL (2,1,1,3,0) est le plus optimal parmi les 19 autres présentés, car il offre la plus petite valeur du SIC.

Figure n°8 : Le critère d'AKaike pour le modèle optimal



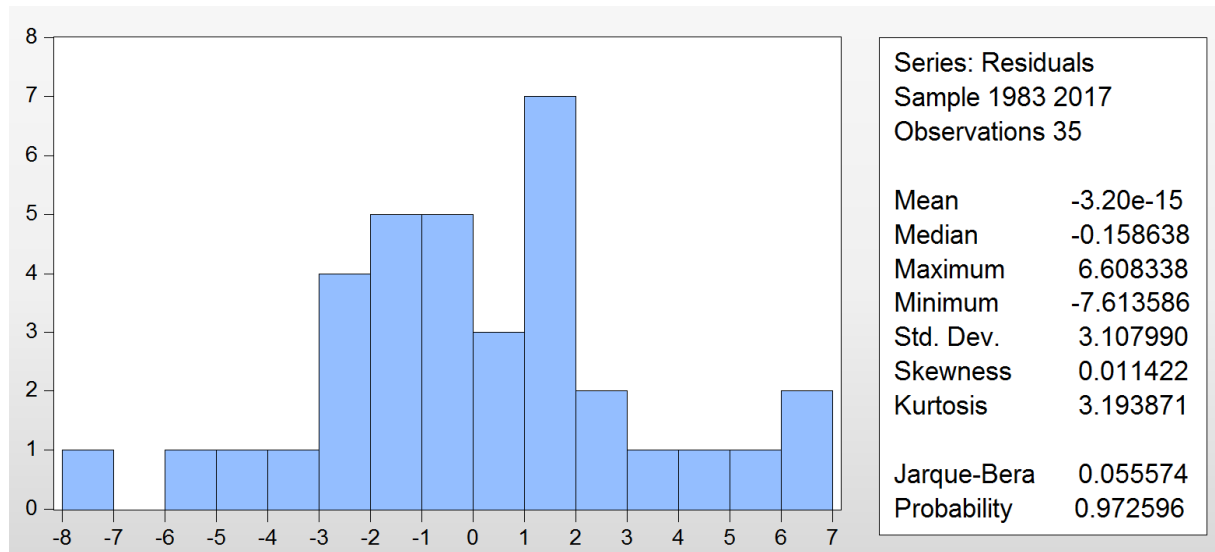
Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

3.2.2 Les tests de diagnostic du modèle

3.2.2.1 Test de normalité de J'arque –Bera :

Le test de Jarque et Berra (1984), fondé sur la notion de Skewness (asymétrie) et de Kurtosis (aplatissement), permet de vérifier la normalité d'une distribution statistique.

Tableau n°8 : Test de normalité de J'arque –Bera



Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

L'hypothèse nulle est acceptée pour ce test. La probabilité de Jarque-Bera est égale à 0,055, qui est supérieure à 0,05. L'hypothèse de la non-normalité des résidus à long terme est vérifiée.

3.2.2.2 Test d'Hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey

L'une des hypothèses clés des modèles linéaires est l'hypothèse d'homoscédasticité, c'est-à-dire, les résidus (termes d'erreur) du modèle ont la même variance. A ce niveau, on vérifie si les erreurs conservent une variance constante tout au long de la période .

Tableau n°9 : Test d'Hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

F-statistic	1.222875	Prob. F(11,23)	0.3271
Obs*R-squared	12.91594	Prob. Chi-Square(11)	0.2989
Scaled explained SS	6.118240	Prob. Chi-Square(11)	0.8654

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

L'hypothèse nulle est acceptée pour ce test. Le F Statistic est égale à 0.3271, Largement supérieur à 0.05 donc le modèle est bien spécifié.

3.2.2.3 Test d'autocorrélation

La statistique de Breusch-Godfrey ou test de multiplicateur de Lagrange (LM) de corrélation sérielle est un test d'absence d'autocorrélation.

Si la p-value est supérieure à 0,05 ; on rejette l'hypothèse nulle de non autocorrélation des résidus.

Tableau n°10 : Test d'autocorrélation de Breusch-Pagan-Godfrey

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	1.084507	Prob. F(2,21)	0.3563
Obs*R-squared	3.276595	Prob. Chi-Square(2)	0.1943

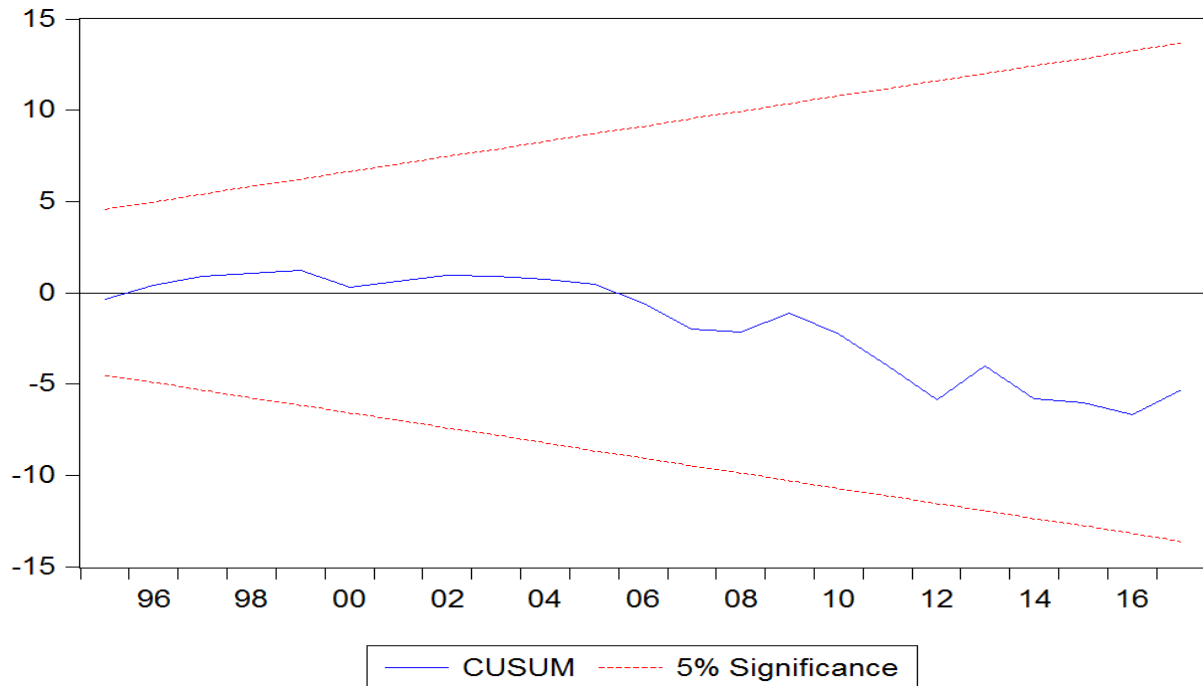
Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

La probabilité critique associée au test de spécification de Breusch-Godfrey est égale à 0.3563 est supérieure au seuil critique de 5%, ce qui permet de dire qu'il ya absence d'autocorrélation des résidus

3.2.2.4 Test du CUSUM

La figure n°9 ci-dessus, représente le test CUSUM Il indique que la courbe de la somme des résidus reste entre les lignes critiques à 5%, ce qui signifie que la stabilité des coefficients du modèle.

Figure n°9 : le test du CUSUM



Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

3.2.3 Test Bounds

Suivant la procédure automatique sur Eviews 10, le test de cointégration de Pesaran et al. (2001) exige que le modèle ARDL soit estimé au préalable. La statistique du test calculée, soit la valeur F de Fisher, sera comparée aux valeurs critiques (qui forment des bornes) comme suit :

- Si Fisher > borne supérieure: Cointégration existe
- Si Fisher < borne inférieure: Cointégration n'existe pas
- si borne inférieure < Fisher < borne supérieure : Pas de conclusion

Tableau n°11 : Résultats du test de cointégration de Pesaran et al (2001)

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic	9.414913	10%	2.2	3.09
k	4	5%	2.56	3.49
		2.5%	2.88	3.87
		1%	3.29	4.37

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

Nous avons :

F-statistique est égale à 9.414913 supérieure aux valeurs critiques de la borne supérieure à 1%, à 2.5%, à 5 et à 10%. Donc on peut conclure qu'il ya une relation de cointégration.

3.2.4 Analyse des coefficients de court terme

Selon le tableau n° ci-dessous, le coefficient d'ajustement ou force de rappel est négatif et significatif (-1.266030) puisque sa probabilité est inférieure à 0.05, ce qui garantit un mécanisme de correction d'erreur, et donc l'existence d'une relation de long terme (cointégration) entre variables.

Tableau n°12 : coefficients de court terme(voir les annexes)

Les variables	Coefficient	Signe
cointEq	-1.266030	(-)
PIBP	0.002	(+)
RC	-1577.73	(-)

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

Le Pibp : PIB étranger pondéré est significatif à 10% son signe est positif donc à court terme lorsque le pib étranger augmente le solde budgétaire algérien est positif.

- ✓ **Rc :** les réserves de changes avec un retard sont corrélées négativement avec le solde budgétaire et sont significatives cela peut être expliqué par le fait que lorsque le budget passe par des difficultés, l'Etat fait recours au réserves de change notamment celle générées par les hydrocarbures en sa forme du fond de régulation des recettes. Ce compte comprend les réserves de la Sonatrach auprès de la banque extérieure ou elle loge ses avoirs extérieurs.

3.2.5 Analyse des coefficients de long terme

Le tableau n° ci-dessous nous fournit les coefficients ou élasticités de long terme estimées.

Tableau n°13: Coefficients de long terme (voir les annexes)

Les variables	Les coefficients	Singe
HYD	893.138	(+)
PIBP	0.005	(+)
RC	-2340.45	(-)
TX	0.430	(+)

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

Nous remarquons que tous les coefficients sont significatifs à long terme donc toutes les variables expliquent le solde budgétaire. Même, les signes des coefficients sont conformes à la théorie économique.

3.2.6 Le teste de causalité de granger

La causalité consiste à étudier l'évolution de l'ensemble des variables, et d'examiner si le passé des unes apporte une information supplémentaire sur la valeur présente des autres.

Cette approche est formalisée comme suit :

- $Y1t = \beta_0 + \beta_1 Y1t-1 + \beta_2 Y2t-1 + \xi_1 t$
- $Y2t = \alpha_0 + \alpha_1 Y1t-1 + \alpha_2 Y2t-1 + \xi_2 t$

Ce test s'effectue selon les hypothèses suivantes :

H0: X ne cause pas Y si la probabilité est > 0.05

H1: Y ne cause pas X si la probabilité est > 0.05

Selon Granger, si X cause Y cela voudra dire que les prévisions faites en se basant sur le passé de Y et le passé de X sont plus pertinentes dans l'explication de Y que si on utilise seulement le passé de Y pour expliquer Y. Quand la causalité va dans un seul sens « de X vers Y ou de Y vers X » on parle de causalité unidirectionnelle mais si elle est réciproque on parle dans ce cas de liens de causalités bidirectionnelles.

Tableau n° 14 : résultats du test de causalité de Granger

Pairwise Granger Causality Tests

Date: 08/03/20 Time: 22:25

Sample: 1980 2017

Lags: 2

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
HYD(-1) does not Granger Cause DEF(-1)	35	0.03147	0.9691
DEF(-1) does not Granger Cause HYD(-1)		0.03077	0.9697
PIBP(-1) does not Granger Cause DEF(-1)	35	4.59256	0.0182
DEF(-1) does not Granger Cause PIBP(-1)		0.58300	0.5644
RC does not Granger Cause DEF(-1)	35	3.58914	0.0400
DEF(-1) does not Granger Cause RC		0.42460	0.6579
TX does not Granger Cause DEF(-1)	35	4.01973	0.0284
DEF(-1) does not Granger Cause TX		0.86366	0.4318

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

Les résultats du tableau n°10 ci-dessus, nous révèlent trois relations de causalité entre les variables explicatives et la variable dépendante DEF qui sont : PIBP, RC et TX. Leurs probabilités sont inférieures à 0.05 .

- **La causalité entre PIBP et DEF :** Cette causalité atteste le fait que notre solde budgétaire dépendrait significativement de la situation de croissance économique dans les pays partenaires à l'exportation. Cela dit, si la croissance économique est en berne dans ces pays, notre solde budgétaire sera négativement affecté et vis-versa.
- **La causalité entre TX et DEF :** Le taux de change affecte le solde budgétaire puisque avec les dévaluations, les réserves de change et les avoirs extérieurs une fois monétisés, deviennent plus importants en monnaie nationale cela va permettre de dégager des ressources supplémentaires et bien gérer le solde budgétaire.
- **La causalité entre RC et DEF :** les réserves de change affectent le solde budgétaire puisque ces dernières une fois monétisées, deviennent en monnaie nationale cela va permettre de dégager des ressources supplémentaires et bien gérer le solde budgétaire.

Conclusion

L'objectif de ce chapitre est de modéliser les effets des chocs pétroliers sur la politique budgétaire de 1980 à 2017 et de vérifier le rôle du secteur des hydrocarbures dans le budget de l'État.

Nous avons tous d'abord procédé à la vérification de la stationnarité de nos séries, en utilisant le test de racine unitaire de Dickey Fuller (DF) Les résultats obtenus montrent que des séries stationnaires en niveau des séries ne sont pas stationnaires en niveau, pour cela nous avons appliqué la première différenciation afin de les rendre stationnaires. Ensuite, nous avons estimé un modèle ARDL.

A l'aide des l'analyse des coefficients de court et de long terme, nous avons pu vérifier la relation entre les exportations des hydrocarbures et le solde budgétaire en Algérie.

Conclusion générale

Ce travail s'inscrit dans le cadre d'une recherche qui a d'abord pour objet de mettre en évidence l'impact des chocs pétroliers sur la politique budgétaire en étudiant l'incidence de la baisse des ressources pétrolières sur le budget de l'État.

D'une manière plus synthétique, notre recherche a pour objectif de révéler le rôle du secteur des hydrocarbures dans l'économie algérienne du fait que les hydrocarbures constituent une source importante du revenu pour l'économie algérienne. Nous avons commencé par comprendre d'abord le marché pétrolier mondial puis la situation de l'Algérie, et sa place dans ce marché, qui est en constante mutation. Il s'agit dans un premier temps d'étudier le marché pétrolier en général et le marché pétrolier algérien en particulier dans un second temps de mettre en évidence la politique budgétaire. Quant au dernier point, il consiste à mettre en lumière l'influence de la fluctuation des prix du pétrole sur le budget de l'État tout en l'illustrant avec un modèle économétrique ARDL.

Les résultats de notre recherche indiquent que la chute vertigineuse des cours de pétrole affecte à long terme les ressources budgétaires de l'Etat ainsi que les réserves de change. Ainsi, l'économie algérienne reste vulnérable face à la volatilité des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux. Ceci prouve que l'Etat ne peut jouer indéfiniment le rôle de principal moteur de la croissance économique en la finançant exclusivement par les revenus des hydrocarbures.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages

- **BELTRAME Pierre**, L'impôt, Droit fiscal, Edition M.A, 1987.
- **BIENVENU Jean -Jaques** et **LAMBERT Thierry**, Droit fiscal, 3^eEdition, PUF, 2003.
- **BOUVIER Michel**, Introduction au droit fiscal et à la théorie de l'impôt, LGDJ, 2005, p.48.
- **CHARROUN. Jean-Luc** et **SEPARI Sabine**, organisation et gestion de l'entreprise, 3^{eme} édition, édition Dunod, Paris, 2004.
- **CHINA.K**, gestion et stratégie financière, 1^{ère} édition, édition Houma, Alger, 2005.
- **DUVERGER. M**, Finances publiques, Edition Dalloz, 1975.
- **GOUR Claude**, **MOULINIER Joël**, **TOURNIE Gérard**, procédure fiscale, PUE, 1982.
- **LAMBERT Thierry**, contrôle fiscal : droit et pratique, 1^{er} edition, PUF, 1991.
- **MARGAIRAZ André**, la fraude fiscale est ses succédanés, 3^{ème} Edition, édition Vaudoise Lausanne, 1977.
- **NGAKOSSO.A**, réformes fiscales en Afrique : le management du changement, édition L'Harmatan, Paris, 2013.
- **OCDE**, l'évasion et la fraude fiscale internationale, quatre études, 1987.
- **OULES Firmin**, la mystification des problèmes économiques et fiscaux, 1988
- **REIX Robert**, système d'information et management des organisations, 1995.
- **SADOUDI Ahmed**, le droit fiscal, SHP Edition, 2014.
- **TRIMEUR Muriel**, la politique publique du contrôle fiscal, Economica, 1993.

Thèses et mémoires

- El Hadj Dialigue Ba, le droit fiscal à l'épreuve de la mondialisation : la réglementation des prix de transfert au Sénégal, thèse de doctorat, Université Paris-Est, 2011.

Textes législatifs et réglementaires

- Constitution 1996.

- Code des Impôts Directs et Taxes Assimilés. Edition 2015.
- Code des Procédures Fiscales. Edition 2015.
- Décret exécutif N° 13-423 du 18 décembre 2013 modifiant et complétant le décret exécutif n°07-364 du 28 novembre 2007 portant organisation de l'administration centrale du ministère des finances.
- Loi de finances 2002
- Loi de finances 2009
- Loi de finances complémentaire 2010.

Divers

- Circulaire N°78/MF/DGI., du 26 Mars 1994, relative à l'organisation interne et les règles de fonctionnement des inspections des impôts.
- Circulaire n°122 du Ministère des finances /DGI/Direction des recherches et vérification relative à la Vérification Ponctuelle de Comptabilité, 2009.
- Instruction générale de la DGI, n°01 du 07 juin 2012.
- l'instruction n°52/MF/DGI/ du 22/02/1994
- Instruction générale de la DGI, n°01 du 07 juin 2012.
- Guide des contribuables relevant de CDI, 2015.
- Lettre de la DGI n°29.2009.
- Lettre de la DGI n°38.2009.
- Lettre de la DGI n°53.2011.
- Lettre de la DGI n°67.2013
- Lettre de le DGI n°68.2013
- Lettre de la DGI n°71.2013.
- Lettre de la DGI, sans numéro.2014.
- Note n° 153 du 04 février 2008.
- Guide sur la gestion des risques à l'usage des administrations fiscales 2004.

Séminaires

- La DGI, sans numéro, Séminaire sur le système d'information : vers une administration électronique.2014.

Cours

- Ahmed SADOUDI, cours de droit fiscal, IEDF, 2015.

- Mohammed SAIDANI, cours du contrôle fiscal, 2016.

Sites internet

- www.mfdgi.gov.dz.
- www.memoireonline.com
- [http : www.senat.fr](http://www.senat.fr)
- [http //www.magrebemergent.info / finances /65-algerie / 8553-algerie-110-milliards-de-dinars-deviation-fiscale-en-18-mois/html](http://www.magrebemergent.info/finances/65-algerie/8553-algerie-110-milliards-de-dinars-deviation-fiscale-en-18-mois/html).

Liste des tableaux

Tableau n°01 : Evolution des exportations des hydrocarbures en Algérie sur la période 2000-2018	42
Tableau n°02 : Evolution de solde commercial en Algérie sur la période 2000-2018	43
Tableau n°03 :	44
Tableau n°04 :	45
Tableau n°05 :	45
Tableau n°06 :	45
Tableau n°07 : Résultats de test de stationnarité d'ADF	54
Tableau n°08 : Test de normalité de j'arque Bera	57
Tableau n°09 : Test d'Hétéroskédasticité de Breusch –Pagan -Godfrey –	57
Tableau n°10 : Test de d'autocorrélation Breusch –Pagan –Godfrey	58
Tableau n°11 : Résultats du test de cointégration de Pasaran et al (2001)	59
Tableau n°12 : Coefficients de court terme	60
Tableau n°13 : Coefficients de long terme	61
Tableau n°14 : Résultats du test de causalité de Granger	62

Liste des figures

Figure n°01 : Carrée magique de Kaldor	19
Figure n° 02 : Les objectifs structurel de la politiques budgétaire	22
Figure N°03 : La politique budgétaire de la relance et la politique budgétaire rigueur.....	26
Figure N° 04 : Dépenses et recettes budgétaire en Algérie de 1680 a 2018	28
Figure N° 05 : Composition et affectation des dépenses budgétaires en Algérie	44
Figure N°-06: Le solde commercial	45
Figure N°-07 : La part des recettes hydrocarbures dans le total des recettes budgétaires 2000 - 2018	45
Figure N°-08 : Le critère d'Akaike pour le modèle optimal	56
Figure N °-09 : Le test CUSUM	58

Annexe N°01 : La base des données

	DEF	RC	PIBP	HYD	TX
1980	4,059	0,027	4315,920	0,083	3,838
1981	5,035	0,021	3508,059	0,075	4,316
1982	0,392	0,012	2497,979	0,062	4,592
1983	-0,873	0,009	3089,462	0,053	4,789
1984	1,960	0,006	3159,921	0,047	4,984
1985	1,195	0,010	2306,772	0,043	5,028
1986	-2,579	0,006	3140,166	0,024	4,702
1987	-2,272	0,006	3511,096	0,027	4,838
1988	-4,430	0,003	3587,167	0,021	5,914
1989	-1,065	0,001	3326,850	0,021	7,608
1990	1,785	0,000	3031,425	0,024	8,965
1991	1,993	0,001	2844,891	0,014	18,467
1992	-4,950	0,001	2616,910	0,010	21,872
1993	-6,967	0,001	2895,417	0,008	23,350
1994	-2,543	0,001	3018,689	0,006	35,055
1995	-3,104	0,000	3135,639	0,005	47,649
1996	1,837	0,001	3117,763	0,005	54,747
1997	1,413	0,002	3177,491	0,005	57,676
1998	-1,723	0,002	3173,146	0,003	58,735
1999	-0,168	0,001	3182,681	0,004	66,572
2000	-0,707	0,002	3525,935	0,005	75,257
2001	0,889	0,004	3405,309	0,004	77,260
2002	0,327	0,005	3451,243	0,004	79,683
2003	-2,127	0,006	4159,543	0,005	77,395
2004	-3,960	0,007	4596,919	0,005	72,060
2005	-4,608	0,007	4873,015	0,006	73,360
2006	-8,412	0,009	5702,691	0,006	72,647
2007	-16,714	0,011	6404,002	0,006	69,376
2008	-19,953	0,014	5418,438	0,007	64,583

2009	-13,368	0,015	5427,956	0,004	72,635
2010	-18,716	0,013	5698,735	0,005	74,391
2011	-32,445	0,013	5241,390	0,005	72,853
2012	-41,961	0,012	4474,700	0,004	77,552
2013	-26,818	0,011	3530,712	0,004	79,381
2014	-38,083	0,011	3104,532	0,003	80,561
2015	-30,895	0,009	2635,227	0,002	100,464
2016	-20,883	0,007	3748,549	0,002	109,465
2017	-11,128	0,005	3835,195	0,002	110,961

Annexe N°02 : Test de dicky-fuller augmenté sur la série DEF

Modèle (3) :

Null Hypothesis: DEF has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.022679	0.5701
Test critical values:		
1% level	-4.226815	
5% level	-3.536601	
10% level	-3.200320	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DEF)
 Method: Least Squares
 Date: 09/07/20 Time: 20:02
 Sample (adjusted): 1981 2017
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DEF(-1)	-0.246349	0.121793	-2.022679	0.0510
C	1.140642	2.219266	0.513973	0.6106
@TREND("1980")	-0.183064	0.140517	-1.302784	0.2014
R-squared	0.112143	Mean dependent var		-0.410464
Adjusted R-squared	0.059916	S.D. dependent var		5.857330
S.E. of regression	5.679147	Akaike info criterion		6.389084
Sum squared resid	1096.592	Schwarz criterion		6.519699
Log likelihood	-115.1981	Hannan-Quinn criter.		6.435132
F-statistic	2.147221	Durbin-Watson stat		1.755343
Prob(F-statistic)	0.132383			

Source Auteur (nos estimations sur Eviews 10) :

Modèle (2) :

Null Hypothesis: DEF has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.595766	0.4747
Test critical values:		
1% level	-3.621023	
5% level	-2.943427	
10% level	-2.610263	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DEF)
 Method: Least Squares
 Date: 09/07/20 Time: 20:06
 Sample (adjusted): 1981 2017
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DEF(-1)	-0.122145	0.076543	-1.595766	0.1195
C	-1.365963	1.116955	-1.222935	0.2295
R-squared	0.067822	Mean dependent var		-0.410464
Adjusted R-squared	0.041188	S.D. dependent var		5.857330
S.E. of regression	5.735436	Akaike info criterion		6.383743
Sum squared resid	1151.333	Schwarz criterion		6.470819
Log likelihood	-116.0992	Hannan-Quinn criter.		6.414441
F-statistic	2.546468	Durbin-Watson stat		1.876214
Prob(F-statistic)	0.119532			

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

Modèle (1) :

Null Hypothesis: DEF has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.106146	0.2389
Test critical values:		
1% level	-2.628961	
5% level	-1.950117	
10% level	-1.611339	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DEF)
 Method: Least Squares
 Date: 09/07/20 Time: 20:08
 Sample (adjusted): 1981 2017
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DEF(-1)	-0.071964	0.065059	-1.106146	0.2760
R-squared	0.027989	Mean dependent var		-0.410464
Adjusted R-squared	0.027989	S.D. dependent var		5.857330
S.E. of regression	5.774777	Akaike info criterion		6.371532
Sum squared resid	1200.530	Schwarz criterion		6.415070
Log likelihood	-116.8733	Hannan-Quinn criter.		6.386881
Durbin-Watson stat	1.887583			

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

1^{er} différenciation

Null Hypothesis: D(DEF) has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.790981	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.630762	
5% level	-1.950394	
10% level	-1.611202	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(DEF,2)
Method: Least Squares
Date: 09/07/20 Time: 20:10
Sample (adjusted): 1982 2017
Included observations: 36 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(DEF(-1))	-1.018132	0.175813	-5.790981	0.0000
R-squared	0.488865	Mean dependent var		0.243873
Adjusted R-squared	0.488865	S.D. dependent var		8.325490
S.E. of regression	5.952203	Akaike info criterion		6.432784
Sum squared resid	1240.005	Schwarz criterion		6.476771
Log likelihood	-114.7901	Hannan-Quinn criter.		6.448137
Durbin-Watson stat	1.900245			

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

Annexe N° 04 : Test de dicky-fuller augmenté sur la série HYD

Modèle (3) :

Null Hypothesis: HYDPIB has a unit root
Exogenous: Constant, Linear Trend
Lag Length: 7 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.753696	0.7016
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(HYDPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 09/07/20 Time: 20:17
 Sample (adjusted): 1988 2017
 Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
HYDPIB(-1)	-0.196562	0.112084	-1.753696	0.0948
D(HYDPIB(-1))	0.081526	0.201550	0.404498	0.6901
D(HYDPIB(-2))	0.043460	0.103880	0.418371	0.6801
D(HYDPIB(-3))	-0.109820	0.100611	-1.091533	0.2880
D(HYDPIB(-4))	-0.291062	0.102524	-2.838975	0.0101
D(HYDPIB(-5))	0.161498	0.122334	1.320136	0.2017
D(HYDPIB(-6))	0.116677	0.118978	0.980658	0.3385
D(HYDPIB(-7))	-0.032377	0.109366	-0.296047	0.7702
C	0.000877	0.001902	0.460993	0.6498
@TREND("1980")	-9.61E-06	6.61E-05	-0.145291	0.8859
R-squared	0.619508	Mean dependent var		-0.000836
Adjusted R-squared	0.448287	S.D. dependent var		0.002323
S.E. of regression	0.001725	Akaike info criterion		-9.625781
Sum squared resid	5.95E-05	Schwarz criterion		-9.158715
Log likelihood	154.3867	Hannan-Quinn criter.		-9.476363
F-statistic	3.618176	Durbin-Watson stat		1.893283
Prob(F-statistic)	0.007958			

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

Modèle (2) :

Null Hypothesis: HYDPIB has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 8 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.588947	0.4753
Test critical values:		
1% level	-3.679322	
5% level	-2.967767	
10% level	-2.622989	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(HYDPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 09/07/20 Time: 20:14
 Sample (adjusted): 1989 2017
 Included observations: 29 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
HYDPIB(-1)	-0.195935	0.123311	-1.588947	0.1286
D(HYDPIB(-1))	0.131090	0.214379	0.611486	0.5481
D(HYDPIB(-2))	-0.005200	0.204617	-0.025414	0.9800
D(HYDPIB(-3))	-0.108914	0.105639	-1.030998	0.3155
D(HYDPIB(-4))	-0.281375	0.102457	-2.746280	0.0128
D(HYDPIB(-5))	0.176437	0.119910	1.471416	0.1575
D(HYDPIB(-6))	0.091110	0.122334	0.744768	0.4655
D(HYDPIB(-7))	-0.041465	0.115091	-0.360282	0.7226
D(HYDPIB(-8))	-0.037351	0.105348	-0.354548	0.7268
C	0.000541	0.000611	0.885458	0.3870
R-squared	0.551661	Mean dependent var		-0.000658
Adjusted R-squared	0.339290	S.D. dependent var		0.002146
S.E. of regression	0.001745	Akaike info criterion		-9.597824
Sum squared resid	5.78E-05	Schwarz criterion		-9.126343
Log likelihood	149.1684	Hannan-Quinn criter.		-9.450162
F-statistic	2.597629	Durbin-Watson stat		1.603877
Prob(F-statistic)	0.038208			

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

Modèle (1) :

Null Hypothesis: HYDPIB has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 5 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.293219	0.0001
Test critical values:		
1% level	-2.639210	
5% level	-1.951687	
10% level	-1.610579	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(HYDPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 09/07/20 Time: 20:22
 Sample (adjusted): 1986 2017
 Included observations: 32 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
HYDPIB(-1)	-0.389277	0.090672	-4.293219	0.0002
D(HYDPIB(-1))	-0.284683	0.144439	-1.970960	0.0595
D(HYDPIB(-2))	-0.068217	0.153173	-0.445360	0.6597
D(HYDPIB(-3))	-0.051691	0.152379	-0.339227	0.7372
D(HYDPIB(-4))	-0.272918	0.152551	-1.789022	0.0853
D(HYDPIB(-5))	-0.107671	0.148226	-0.726394	0.4741
R-squared	0.581685	Mean dependent var		-0.001293
Adjusted R-squared	0.501240	S.D. dependent var		0.003941
S.E. of regression	0.002783	Akaike info criterion		-8.763258
Sum squared resid	0.000201	Schwarz criterion		-8.488433
Log likelihood	146.2121	Hannan-Quinn criter.		-8.672162
Durbin-Watson stat	0.994334			

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

Annexe N° 05 : Test de dicky-fuller augmenté sur la série PIBP

Modèle (3) :

Null Hypothesis: PIBP has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.198137	0.4762
Test critical values:		
1% level	-4.234972	
5% level	-3.540328	
10% level	-3.202445	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(PIBP)
 Method: Least Squares
 Date: 09/07/20 Time: 20:24
 Sample (adjusted): 1982 2017
 Included observations: 36 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIBP(-1)	-0.226793	0.103175	-2.198137	0.0353
D(PIBP(-1))	0.253985	0.163739	1.551151	0.1307
C	635.1569	329.5251	1.927492	0.0628
@TREND("1980")	11.29972	9.866125	1.145304	0.2606
R-squared	0.154148	Mean dependent var		9.087093
Adjusted R-squared	0.074849	S.D. dependent var		527.9542
S.E. of regression	507.8114	Akaike info criterion		15.40254
Sum squared resid	8251919.	Schwarz criterion		15.57848
Log likelihood	-273.2457	Hannan-Quinn criter.		15.46395
F-statistic	1.943893	Durbin-Watson stat		2.005304
Prob(F-statistic)	0.142357			

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

Modèle (2) :

Null Hypothesis: PIBP has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.870552	0.3419
Test critical values:		
1% level	-3.626784	
5% level	-2.945842	
10% level	-2.611531	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(PIBP)
 Method: Least Squares
 Date: 09/07/20 Time: 20:26
 Sample (adjusted): 1982 2017
 Included observations: 36 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIBP(-1)	-0.160367	0.085733	-1.870552	0.0703
D(PIBP(-1))	0.234023	0.163576	1.430665	0.1619
C	608.4532	330.2480	1.842413	0.0744
R-squared	0.119475	Mean dependent var		9.087093
Adjusted R-squared	0.066110	S.D. dependent var		527.9542
S.E. of regression	510.2042	Akaike info criterion		15.38715
Sum squared resid	8590176.	Schwarz criterion		15.51911
Log likelihood	-273.9688	Hannan-Quinn criter.		15.43321
F-statistic	2.238831	Durbin-Watson stat		2.028242
Prob(F-statistic)	0.122528			

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

Modèle (1) :

Null Hypothesis: PIBP has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.569015	0.4640
Test critical values:		
1% level	-2.628961	
5% level	-1.950117	
10% level	-1.611339	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(PIBP)
 Method: Least Squares
 Date: 09/07/20 Time: 20:27
 Sample (adjusted): 1981 2017
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIBP(-1)	-0.012953	0.022763	-0.569015	0.5729
R-squared	0.008319	Mean dependent var		-12.99257
Adjusted R-squared	0.008319	S.D. dependent var		537.6160
S.E. of regression	535.3752	Akaike info criterion		15.43047
Sum squared resid	10318556	Schwarz criterion		15.47401
Log likelihood	-284.4637	Hannan-Quinn criter.		15.44582
Durbin-Watson stat	1.617713			

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

1^{er} différenciation

Null Hypothesis: D(PIBP) has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.224200	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.630762	
5% level	-1.950394	
10% level	-1.611202	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(PIBP,2)
Method: Least Squares
Date: 09/07/20 Time: 20:28
Sample (adjusted): 1982 2017
Included observations: 36 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIBP(-1))	-0.844078	0.161571	-5.224200	0.0000
R-squared	0.437393	Mean dependent var		24.84738
Adjusted R-squared	0.437393	S.D. dependent var		694.7965
S.E. of regression	521.1467	Akaike info criterion		15.37733
Sum squared resid	9505787.	Schwarz criterion		15.42131
Log likelihood	-275.7919	Hannan-Quinn criter.		15.39268
Durbin-Watson stat	2.020184			

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

Annexe N° 06 : Test de dicky-fuller augmenté sur la série RC

Modèle (3) :

Null Hypothesis: RCPIB has a unit root
Exogenous: Constant, Linear Trend
Lag Length: 3 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.722596	0.7191
Test critical values:		
1% level	-4.252879	
5% level	-3.548490	
10% level	-3.207094	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(RCPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 09/07/20 Time: 20:30
 Sample (adjusted): 1984 2017
 Included observations: 34 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
RCPIB(-1)	-0.130179	0.075572	-1.722596	0.0960
D(RCPIB(-1))	0.243029	0.178298	1.363048	0.1837
D(RCPIB(-2))	0.209602	0.157190	1.333432	0.1931
D(RCPIB(-3))	-0.195264	0.156209	-1.250014	0.2216
C	-0.000215	0.000773	-0.278661	0.7826
@TREND("1980")	4.55E-05	4.21E-05	1.081506	0.2887
R-squared	0.220191	Mean dependent var		-0.000104
Adjusted R-squared	0.080940	S.D. dependent var		0.001661
S.E. of regression	0.001593	Akaike info criterion		-9.888128
Sum squared resid	7.10E-05	Schwarz criterion		-9.618770
Log likelihood	174.0982	Hannan-Quinn criter.		-9.796269
F-statistic	1.581249	Durbin-Watson stat		1.936384
Prob(F-statistic)	0.197790			

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

Modèle (2) :

Null Hypothesis: RCPIB has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 3 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.337182	0.6008
Test critical values:		
1% level	-3.639407	
5% level	-2.951125	
10% level	-2.614300	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(RCPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 09/07/20 Time: 20:32
 Sample (adjusted): 1984 2017
 Included observations: 34 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
RCPIB(-1)	-0.079947	0.059788	-1.337182	0.1916
D(RCPIB(-1))	0.219725	0.177508	1.237832	0.2257
D(RCPIB(-2))	0.242471	0.154675	1.567620	0.1278
D(RCPIB(-3))	-0.119225	0.139900	-0.852218	0.4011
C	0.000451	0.000468	0.964013	0.3430
R-squared	0.187616	Mean dependent var		-0.000104
Adjusted R-squared	0.075563	S.D. dependent var		0.001661
S.E. of regression	0.001597	Akaike info criterion		-9.906027
Sum squared resid	7.40E-05	Schwarz criterion		-9.681562
Log likelihood	173.4025	Hannan-Quinn criter.		-9.829478
F-statistic	1.674352	Durbin-Watson stat		1.941124
Prob(F-statistic)	0.182866			

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

Modèle (1) :

Null Hypothesis: RCPIB has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.881431	0.0579
Test critical values:		
1% level	-2.630762	
5% level	-1.950394	
10% level	-1.611202	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(RCPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 09/07/20 Time: 20:34
 Sample (adjusted): 1982 2017
 Included observations: 36 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
RCPIB(-1)	-0.068507	0.036412	-1.881431	0.0685
D(RCPIB(-1))	0.430181	0.126758	3.393710	0.0018
R-squared	0.363760	Mean dependent var		-0.000421
Adjusted R-squared	0.345047	S.D. dependent var		0.002165
S.E. of regression	0.001752	Akaike info criterion		-9.802041
Sum squared resid	0.000104	Schwarz criterion		-9.714067
Log likelihood	178.4367	Hannan-Quinn criter.		-9.771336
Durbin-Watson stat	2.260395			

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

Annexe N° 07 : Test de dicky-fuller augmenté sur la série TX :

Modèle (3) :

Null Hypothesis: TX has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 6 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.028488	0.0016
Test critical values:		
1% level	-4.284580	
5% level	-3.562882	
10% level	-3.215267	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(TX)
 Method: Least Squares
 Date: 09/07/20 Time: 20:39
 Sample (adjusted): 1987 2017
 Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TX(-1)	-0.531856	0.105769	-5.028488	0.0000
D(TX(-1))	0.433610	0.145214	2.986001	0.0068
D(TX(-2))	-0.037561	0.169446	-0.221669	0.8266
D(TX(-3))	0.561345	0.204272	2.748024	0.0117
D(TX(-4))	0.326376	0.242918	1.343563	0.1928
D(TX(-5))	0.406213	0.214015	1.898059	0.0709
D(TX(-6))	0.665674	0.231419	2.876489	0.0088
C	-9.634656	2.963469	-3.251141	0.0037
@TREND("1980")	1.684350	0.339806	4.956793	0.0001
R-squared	0.650801	Mean dependent var		3.427700
Adjusted R-squared	0.523820	S.D. dependent var		5.459598
S.E. of regression	3.767439	Akaike info criterion		5.728369
Sum squared resid	312.2592	Schwarz criterion		6.144687
Log likelihood	-79.78971	Hannan-Quinn criter.		5.864078
F-statistic	5.125173	Durbin-Watson stat		2.164257
Prob(F-statistic)	0.001082			

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

Annexe N° 08 : coefficients de court terme

ARDL Error Correction Regression
 Dependent Variable: D(DEF)
 Selected Model: ARDL(2, 1, 1, 3, 0)
 Case 2: Restricted Constant and No Trend
 Date: 08/03/20 Time: 22:07
 Sample: 1980 2017
 Included observations: 35

ECM Regression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(DEF(-1))	0.388992	0.119398	3.257958	0.0035
D(HYD)	305.6526	206.1463	1.482698	0.1517
D(PIBP)	0.002458	0.001360	1.806386	0.0840
D(RC)	-1577.734	433.4903	-3.639606	0.0014
D(RC(-1))	1173.825	418.0141	2.808098	0.0100
D(RC(-2))	2404.521	516.3595	4.656680	0.0001
CointEq(-1)*	-1.266030	0.152667	-8.292756	0.0000
R-squared	0.729698	Mean dependent var		-0.329141
Adjusted R-squared	0.671777	S.D. dependent var		5.977991
S.E. of regression	3.424838	Akaike info criterion		5.476842
Sum squared resid	328.4264	Schwarz criterion		5.787911
Log likelihood	-88.84473	Hannan-Quinn criter.		5.584223
Durbin-Watson stat	2.207417			

* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

Source : Auteur (nos estimations sur Eviews 10)

Annexe N° 09 : coefficients de long terme

Levels Equation				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
HYD	893.1384	77.45654	11.53083	0.0000
PIBP	0.005603	0.001122	4.992807	0.0000
RC	-2340.450	188.9309	-12.38786	0.0000
TX	0.430191	0.067221	6.399629	0.0000
C	-24.70202	3.788286	-6.520632	0.0000

EC = DEF - (893.1384*HYD + 0.0056*PIBP -2340.4500*RC + 0.4302*TX -24.7020)

Table des matières

Chapitre I :	9
Introduction.....	9
1.1 Le budget et la loi de finances.....	10
1.1.1 Définition du budget de l'Etat	10
1.1.2 Le contenu du budget de l'Etat	11
1.1.3 Définition de La loi de finances de l'année	16
1.1.4 La loi de finances complémentaire ou modificative (LFC).....	17
1.1.5 La loi de règlement budgétaire	17
1.2 Instrument d'intervention de la politique budgétaire	17
1.2.1 Définition	17
1.2.2 Les objectifs de la politique budgétaire	18
1.2.3 Les instruments et typologies de la politique budgétaire.....	22
1.2.4 Les typologies de politiques budgétaires	23
1.3 Evolution des composantes budgétaires en Algérie de 1980 à 2018	25
2 CHAPITRE II :	28
2.1 Evolution et acteurs du marché pétrolier	30
2.1.1 Evolution et acteurs du marché pétrolier	30
2.1.2 Les acteurs du marché pétrolier.....	31
2.1.3 Les types de marchés	33
2.2 Les différents chocs pétroliers	34
2.2.1 Le premier choc pétrolier de 1973.....	35
2.2.2 Le deuxième choc pétrolier en 1979.....	35
2.2.3 Le contre-choc pétrolier de 1986.....	36
2.2.4 Le contre-choc pétrolier de 1997	36

2.2.5	Trouble et catastrophe 2004-2007.....	36
2.2.6	Le troisième choc pétrolier en 2008.....	37
2.2.7	Le contre-choc pétrolier de 2009	37
2.2.8	Le contre-choc pétrolier de 2014	37
2.2.9	L'état actuel du marché pétrolier mondial.....	38
2.3	Les hydrocarbures en Algérie	39
2.3.1	Le secteur des hydrocarbures en Algérie	39
2.3.2	Impact du choc pétrolier sur les principaux indicateurs macro-économiques en Algérie	41
3	Chapitre III :	48
3.1	Présentation et l'étude de la stationnarité des variables.....	49
3.1.1	Le choix des variables et le signe des corrélations.....	49
3.1.2	Teste de stationnarité	50
3.1.3	Etude de la stationnarité	51
3.2	La modélisation ARDEL.....	54
3.2.1	Le modèle optimal.....	54
3.2.2	Les tests de diagnostic du modèle	54
3.2.3	Test Bounds	57
3.2.4	Analyse des coefficients de court terme	58
3.2.5	Analyse des coefficients de long terme.....	59
3.2.6	Le teste de causalité de granger.....	59

Résumé

Les hydrocarbures constituent la richesse la plus importante en Algérie, et cela vu la cote part important des recettes qu'elles génèrent pour le budget de l'état, et le rôle de cette rente en matière de développement et de construction du pays.

Le pétrole qui est une ressource incontournable en matière d'industrie actuellement s'échange dans un marché très volatil, ce qui a impliqué la nécessité d'une réforme de secteur partant de l'organisation du marché inter et jusqu'au changement dans le mode de taxation.

Avec un modèle ARDL nous avons démontré que les chocs pétroliers qui se caractérisent par les exportations d'hydrocarbures affectent négativement le solde budgétaire à long terme

ملخص

تعتبر المحروقات مورد هام بالنسبة للاقتصاد الجزائري، وذلك نظرا لما تكتسيه مواردها من أهمية في مجال الميزانية ' ودورها في تنمية وتطوير الاقتصاد الوطني. البترول باعتباره مادة طاقوية أساسية في المجال الصناعي، ونظرا لكونه يتبادل في سوق متقلب وسريع التأثير بعدة عوامل اقتصادية وجيوسياسية، يتطلب تكييف الأنظمة والقوانين من اجل توفير المناخ الملائم لممارسة جميع الأنشطة المرتبطة به وتحديث الأنظمة الجبائية الموافقة لهذا النشاط. الجباية البترولية كانت ضمن الإصلاحات التي شهدها القطاع (محروقات) والتي ساهمت في توزيع عادل للريع بين الدول والشركات المنتجة، عن طريق الاخذ بعين الاعتبار مدى ربحية الاحواض المستغلة

Summary

In Algeria, one of the most important resources to the economy is oil, because he is financing the government programs with the benefits that he generate to the general budget. Oil is an important in-put in industry, he is market is in constants changements du to multiples factors like supply and demand, also geopolitical conflicts around the globe. The taxation system has changed with every modification on law, to assure an equity in distribution of benefits and more investment from foreign companies